



PLATE-FORME NATIONALE

des Organisations de la Société Civile de Madagascar
(PFNOSCM/VOIFIRAIANA)

Lot II M 71 B, Antsakaviro, Antananarivo – 101, MADAGASCAR

Tél. : 00 (261) 20 26 382 20 – E-mail : plateformeosc@gmail.com

Rapport indépendant d'évaluation et d'analyse des progrès de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable avec les perspectives des OSC membres de la Plate-forme nationale des Organisations de la société civile de Madagascar (PFNOSCM)

Juin 2021



Table des matières

ACRONYMES	4
1. INTRODUCTION	5
1.1. CONTEXTE	5
1.2. METHODOLOGIE	5
1.3. CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION	6
2. LES ODD - OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	7
OBJECTIF 1 : PAS DE PAUVRETE	9
OBJECTIF 2 : LUTTE CONTRE LA FAIM	12
OBJECTIF 3 : BONNE SANTE ET BIEN ETRE	16
OBJECTIF 4 : ÉDUCATION DE QUALITE	19
OBJECTIF 5 : ÉGALITE ENTRE LES SEXES	23
OBJECTIF 6 : EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT	32
OBJECTIF 7 : ENERGIE PROPRE ET D'UN COUT ABORDABLE	35
OBJECTIF 8 : TRAVAIL DECENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE	36
OBJECTIF 9 : INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE	39
OBJECTIF 10 : INEGALITES REDUITES	40
OBJECTIF 11 : VILLES ET COMMUNAUTES DURABLES	41
OBJECTIF 12 : CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	42
OBJECTIF 13 : MESURE RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	44
OBJECTIF 14 : VIE AQUATIQUE	47
OBJECTIF 15 : VIE TERRESTRE	49
OBJECTIF 16 : PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES	50
OBJECTIF 17 : PARTENARIATS POUR LA REALISATION DES OBJECTIFS	53
3. CONCLUSION	55
PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE POUR L'ATTEINTE DES ODD	55
LES ASPIRATIONS ET ATTENTES PRIORITAIRES DE LA SOCIETE CIVILE MALGACHE	56
ANNEXES	57
ANNEXE 1 – LISTE DES OSC CONTACTEES	57
ANNEXE 2 – BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE	61

ACRONYMES

A4SD : Action for Sustainable Development

AD2M : Projet d'Appui au Développement de Menabe et de Melaky

ADP : Accord de Paris

APD : Aide Publique au Développement

ARC : African Risk Capacity

AVC : Accident Vasculaire Cérébral

BAD : Banque Africaine de Développement

BCM : Société œuvrant dans le secteur Eau

BIANCO : Bureau Indépendant Anticorruption

CCNUCC : Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CIN : Carte d'identité Nationale

COP : Conférence des Parties

CTD : Connectivités Territoriales Décentralisées

DEFIS : Programme de développement de filières agricoles inclusives

DG : Directeur Général

DREDD : Direction Régionale de l'Environnement et du Développement

Durable

DREN : Direction Régionale de l'Education Nationale

ENV : Rapport National Volontaire

EPM : Enquête Permanente des Ménages

FAA : Fonds d'Appui pour l'Assainissement

FDA : Fonds de Développement Agricole

FDAL : Fin de la Défécation à l'Air Libre

FORMAPROD : Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole

FORUS : Forum international des plateformes nationales d'ONG

FPHN : Forum Politique de Haut Niveau

FRAM : Association des Parents d'Elèves

GIZ : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - Société allemande pour la coopération internationale

IEM : Initiative Emergence Madagascar

IMF : Institutions de Micro Finance

INSTAT : Institut National de la Statistique

IVG : Interruption Volontaire de Grossesse

JMP : Echelle de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et d'hygiène

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche

MAP CDRFI : Partenariat Multi-Acteurs sur le Financement et l'assurance des Risques Climatiques et des Catastrophes

ODD : Objectifs de Développement Durable

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OSC : Organisation de la Société Civile

OSC/AL : Organisations de la Société Civile / Autorités Locales

OSC-E : Organisation de la Société Civile Environnementale

PAC : Pôles anti- corruption

PAESFA: Pan African Ethanol Stoves and Fuel alliance

PAM : Programme Alimentaire Mondiale

PEM : Plan Emergence Madagascar

PFNOSCM : Plate-forme nationale des Organisations de la société civile de Madagascar

PGA : Prime Globale d'Alimentation

PGE : Politique Générale de l'Etat

PIB : Produit Intérieur Brut

PNAN : Plan National d'Actions pour la Nutrition

PND : Plan National de Développement

PNF : Programme National Foncier

PNUD : Programme de Nations Unies pour le Développement

PSE : Programme Sectoriel de l'Education

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RCD : Rapport sur la Coopération au Développement

REDD+ : Projet de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière

SADC : Communauté de développement de l'Afrique Australe

SDE : Services Déconcentrés de l'Etat

SG : Secrétaire Général

SNFI : Stratégie Nationale de la Finance Inclusive

SNLCC : Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption

STP-CA : Secrétariat Technique pour la Coordination de l'Aide

VBG : Violence basée sur le genre

VOI : Communauté de Base

ZRPS : Zones Rurales Prioritaires de Sécurité

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte

Dans le cadre de l'engagement du pays à travers sa souscription à l'Agenda 2030 du développement durable afin d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes, lutter contre les inégalités et les injustices et faire face au changement climatique, la PFNOSCM (Plate-forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar) concourent actuellement avec les différents parties prenantes (organisations de la société civile, secteur privé et partenaires au développement) afin d'élaborer pour cette année 2021 le Rapport National Volontaire (ENV) de Madagascar sur le développement durable. Ce rapport sera présenté par le Gouvernement malagasy lors de la rencontre mondiale au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) 2021 de l'ONU qui va avoir lieu en début juillet 2021.

A rappeler que la PFNOSCM a été fortement impliquée dans toutes les initiatives relatives à l'atteinte des ODD, telles que l'élaboration du Rapport national de priorisation des objectifs de développement durable en 2018, la sensibilisation des acteurs de la société civile sur les ODD en vue d'un pacte d'engagement autour des ODD en novembre 2019, la priorisation et la mise en œuvre des ODD en 2019, les études de cas sur l'espace civique dans le cadre de l'ODD16 en 2020 et 2021 la participation au Comité de suivi et de réflexion sur processus de mise en place du cadre intégré des OSC pour les ODD.

En parallèle et en alignement avec la préparation du FPHN, la PFNOSCM, en tant que membre du réseau international Forus (Forum international des plateformes nationales d'ONG) a reçu un appui de A4SD (Action for Sustainable Development), pour fournir dans un processus indépendant les perspectives sur les progrès des ODD ainsi que les scores pour chacun des domaines couverts par les ODD.

1.2. Méthodologie

De façon simplifiée, le processus ayant permis d'élaborer ce document se résume comme suit :

- Préparation des outils d'évaluation et de suivi des ODD : chacun des ODD a été repris de manière à affiner les indicateurs qui y sont rattachés notamment par rapport aux préoccupations des OSC ; le principal outil de collecte utilisé issu de cette étape a pris en considération celui qui a été partagé dans le cadre de la mise en place du cadre de concertation des OSC pour le suivi des ODD, une initiative soutenue par le PNUD ;
- Collecte et analyse des ressources documentaires : il s'agit en effet d'un recueil de littératures disponibles au niveau des différentes sources surtout les rapports produits concernant tous les secteurs en lien avec les ODD dès le début de l'Agenda 2030 comme le RNDH, le RGPH, etc.
- Identification des OSC aux niveaux national, régional et local ayant des expertises pour apporter des éléments d'informations et des progrès du pays en lien avec les principaux indicateurs des ODD. Une liste est fournie en annexe et un récapitulatif de ces OSC se trouve dans les tableaux ci-dessous. Selon une démarche participative, l'idée a été d'avoir non seulement un échantillon

représentatif d'OSC mais aussi chercher à obtenir le maximum d'informations qui reflètent la situation de la population dans le pays. L'équilibre sur la représentativité des acteurs jeunes et l'aspect genre a été appliquée.

- Réalisation des consultations nationales, régionales et locales et aussi des consultations thématiques et sectorielles. Ces consultations ont permis de :
 - o Sensibiliser les acteurs du développement sur les enjeux et les implications des ODD pour le développement des régions et des collectivités locales,
 - o Faire connaître le contenu de l'Agenda 2030, en particulier le processus de mise en œuvre des ODD
 - o Recueillir les aspirations des acteurs du développement sur les priorités en matière de cibles des ODD.
- Traitement et analyse des données (facteurs de succès, gaps et défis, suggestions en lien avec les aspirations) ; cette étape a abouti à la production d'un rapport provisoire à partager aux OSC membres, pour observations
- Tenue de l'atelier national en mode virtuel avec une vingtaine d'OSC.
- Elaboration du rapport final de suivi des ODD intégrant les observations des représentants des OSC ayant participé à l'atelier national.

1.3. Caractéristiques sociodémographiques de la population

Madagascar compterait actuellement 25 680 642 habitants¹. Plus de 13 millions d'entre eux sont de la gent féminine (~50,7%) et le reste de la gent masculine (49,3%). Cette représentation est également constatée en milieu rural, où 80,7% de la population de Madagascar vivent. C'est ce que révèlent les résultats provisoires des derniers recensements officiels de la population menés depuis un peu plus d'un an à Madagascar. Les précédents recensements remontent en effet dans les années 90.

Ces données actuelles confirment que la majorité de la population malagasy est rurale. En effet, 20 676 428 habitants ont élu domicile en milieu rural. La population urbaine n'est composée qu'un peu plus de 5 millions d'habitants. Plus de 14% de la population malgache habitent dans la région Analamanga et un peu plus dans la région de Vakinankaratra, les deux régions les plus peuplées du pays.

Ces recensements révèlent également que l'augmentation moyenne de la population malgache est estimée à 368 000 habitants par an. En effet, le rythme de croissance annuelle moyenne de 3% range Madagascar parmi les pays d'Afrique de l'Est à croissance démographique élevée. La projection des Nations Unies (Projection démographique, 2015-2030 de la Division de la Population des Nations Unies, révision 2012) estime que la population malgache atteindrait 31,7 millions d'habitants d'ici 2025².

¹ Rapport RGPH3

² République de Madagascar (2016) – Rapport d'état du système éducatif malgache, une analyse sectorielle pour instruire un nouveau plan sectoriel de l'éducation 2017 – 2021 (RESEN), p 28

2. Les ODD - Objectifs de Développement Durable

L'Agenda 2030 dont Madagascar est signataire avec 193 autres pays constitue un cadre universel pour le développement international au cours des quinze prochaines années, avec les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'Agenda a été adopté au niveau international en 2015 dans un contexte marqué pour Madagascar par de nombreux défis : un nouveau référentiel de développement, à savoir le Plan National de Développement (PND) 2015-2019, une stabilité politique encore fragile bien que des progrès aient été enregistrés au niveau du processus démocratique, un taux de croissance économique faible, un taux de pauvreté encore élevé, affectant plus de 70 % de la population, des inégalités et un taux de chômage élevés, l'insécurité alimentaire, et une fragilité aux chocs, notamment les catastrophes naturelles, et un niveau de développement humain faible (pays classé au 158ème rang sur 188 dans le Rapport Mondial sur le Développement Humain de 2018). Depuis 2018, le pays s'inscrit dans une stabilité institutionnelle marquée par une alternance démocratique. Toutefois, avec le Plan Emergence Madagascar 2019 – 2023, le pays reste encore fragile en termes de gouvernance et de respect des droits humains ponctués par l'insécurité, la corruption, la faible participation citoyenne notamment les femmes et les jeunes à la vie publique et politique.

Pour la société civile, l'Agenda 2030 est une excellente occasion, éventuellement en partenariat avec des donateurs et d'autres OSC internationales et locales, de prendre part à la révision des politiques nationales en matière de développement qui est censée être menée par les gouvernements qui se sont succédés.

Jusqu'à l'heure, les statistiques sont un des enjeux essentiels de l'Agenda 2030, une situation rendant difficile le suivi des 17 ODD avec leurs 169 cibles. Lors d'une série de consultations de la population (ateliers de sensibilisation et d'échanges) entamé depuis 2015 avec les responsables et techniciens des différents départements publics, du secteur privé, de la société civile et des Partenaires techniques et financiers, une soixantaine de cibles ont été priorisées au niveau national.

Depuis avril 2021, le système des Nations Unies, à travers le PNUD et le gouvernement malagasy a entamé un processus pour collecter le maximum de données et informations sur la mise en œuvre des ODD émanant de toutes les parties prenantes, afin d'établir le rapport national volontaire de Madagascar 2021. Des informations issues de ce rapport ont été repris dans ce document avec les points de vue émanant des OSC qui ont pu répondre aux consultations indépendantes réalisées.

Situation des contacts des OSC réalisés par région

Région	OSC contactées	OSC ayant rempli le questionnaire	Région	OSC contactées	OSC ayant rempli le questionnaire
Alaoatra Mangoro	06	03	Bongolava	04	01
Amoron'i Mania	05	01	DIANA	04	02
Analamanga	19	04	Haute Matsiatra	05	04
Analanjirifo	06	00	Ihorombe	05	01

Région	OSC contactées	OSC ayant rempli le questionnaire	Région	OSC contactées	OSC ayant rempli le questionnaire
Androy	04	00	Itasy	04	01
Anosy	04	02	Melaky	04	02
Atsimo Atsinanana	05	02	Menabe	22	03
Atsimo Andrefana	06	01	SAVA	04	00
Atsinanana	04	01	Sofia	06	02
Betsiboka	05	01	Vakinankaratra	05	03
Boeny	04	02	Vatovavy Fitovinany	04	04

Au total, 40 OSC répondants sur 135 contactées, soit 29,6%.

Situation des OSC ayant rempli le questionnaire et concerné par un ou des ODD

ODD		Nb	%	ODD		Nb	%
1	Mettre fin à la pauvreté partout dans le monde	18	45	9	Promouvoir des infrastructures et une industrialisation durable et stimuler l'innovation	06	15
2	Mettre un terme à la faim , améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	11	27,5	10	Réduire les inégalités dans les pays et entre ceux-ci	11	27,5
3	Garantir une vie saine pour tous (santé et bien-être)	17	42,5	11	Rendre les villes et les établissements humains accueillants, sûrs et viables	07	17,5
4	Offrir à tous une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	22	55	12	Promouvoir des modes de consommation et de production durables	10	25
5	Parvenir à l' égalité des sexes , rendre les femmes et les filles autonomes partout dans le monde	22	55	13	Faire face au changement climatique et à ses effets	27	67,5
6	Assurer à tous l' accès à l'eau et son utilisation durable ainsi que l' assainissement	21	52,5	14	Préserver les océans , les mers et leurs ressources et promouvoir leur exploitation durable	07	17,5
7	Garantir une énergie durable pour tous	09	22,5	15	Protéger les écosystèmes terrestres et promouvoir	12	30

ODD		Nb	%	ODD		Nb	%
					leur utilisation durable, enrayer la désertification, la dégradation des sols et l'appauvrissement de la biodiversité		
8	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et axée sur le long terme, un plein emploi productif et un travail décent pour tous	16	40	16	Créer des sociétés pacifiques qui n'excluent personne, avec l'accès de tous à la justice , et des institutions efficaces et compétentes	19	47,5

A noter qu'il existe des réponses au questionnaire qui n'ont été établies que par une seule OSC ; donc, les informations qui y sont rapportées peuvent ne pas du tout être représentatives ni refléter les situations de la région dans laquelle celle-ci intervient.

Quant à la structure de cette partie, dans un premier temps, les informations issues des revues documentaires, en particulier le Rapport National Volontaire sur les ODD vont être présentées par ODD et puis en lien avec celles-ci, seront présentées les informations émanant des OSC qui ont participé à cet exercice (soit à travers le retour des questionnaires soit à travers l'atelier virtuel).

Objectif 1 : Pas de pauvreté

Éliminer la pauvreté, sous toutes ses formes et partout dans le monde

La pauvreté demeure un défi pour Madagascar. Les crises cycliques traversées par le pays ces 40 dernières années ont eu des impacts négatifs sur la croissance mais aussi sur la cohésion sociale.

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (qui se caractérise, selon la définition actuelle, par le fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour)	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/ zone rurale)
D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, d'après les définitions nationales qui en sont données	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays
Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptées au contexte national, y compris des socles de protection sociale,	Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs,

Libellé	Indicateurs
et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.	personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)
D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes extrêmes liés au climat et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental.	Nombre de décès, de disparus et de victimes suite à des catastrophes

Concernant le contexte économique, on peut dire que la croissance économique de Madagascar est tributaire de son contexte sociopolitique (crises politiques récurrentes depuis 1990). Après des années de croissance soutenue entre 2013 et 2018 (5,2% de PIB réel) et aussi la transition pacifique à l'issue des élections de 2018 et de 2019, le pays a vu sa situation économique en légère baisse en 2019 (4,8%), Cette situation va encore s'empirer depuis la pandémie du coronavirus en 2020 ; en effet, ce taux a été revu à la baisse jusqu'à 1,5% et pourrait être momentanément négatif suite à cette crise sanitaire. Selon les dernières statistiques disponibles en juin 2017, le taux de pauvreté au niveau national est de 73,7% dont 79,6% en milieu rural et 50,3% en milieu urbain et le PIB par tête est estimé à 410 Usd, une situation qui classe le pays parmi les dix pays les plus pauvres au monde³.

Une étude la Banque Mondiale estime que Madagascar est l'un des rares pays au monde à avoir connu une baisse durable du revenu moyen par habitant sur une longue période, entre autres, la proportion de la population vivant avec moins de 1,9\$US par jour est passée de 74% à 82% entre 2005 et 2010⁴. En 2020, ce taux est estimé à 77,6%.⁵

En 2018, Madagascar fait partie des 48 pays les Moins Avancés avec un taux de développement humain de 0,519 (en légère amélioration par rapport aux années précédentes). Avec une population de 25,6 millions d'habitants dont 51% sont de sexe féminin, 76,2% vivent en dessous de 1,9\$ par jour et le PIB par tête est de \$460. L'incidence de la pauvreté est plus marquée chez les ménages gérés par des femmes (1/5 du total).⁶

Quant à la BAD ou la Banque Africaine de Développement dans sa note de diagnostic pays⁷, « la pandémie de COVID-19 a mis un frein à quatre années de croissance économique soutenue à Madagascar. Après une croissance du PIB réel de 4,4% en 2019, le pays est entré en récession en 2020 avec un PIB réel qui s'est contracté de 4% ».

³ RNDH Madagascar 2018, p 12

⁴The World Bank, *World Development Indicators: poverty rates at international poverty lines*.

⁵ Madagascar Country Economic Memorandum, Banque Mondiale, 2020, p.x

⁶ Programme Pays, Appui à l'Emergence Industrielle de Madagascar 2019 – 2023, p.10

⁷ NDP, juillet 2021, BAD

De 2012 à 2020, la pauvreté a connu une baisse de 4 points sur cette période dans le pays⁸. Plus spécifiquement, durant la même période, « 4% des hommes et 3% des femmes de 15 ans à 49 ans et 2% des enfants de moins de 17 ans ont bénéficié d'une couverture d'assurance maladie et près d'un enfant sur cinq, âgé de 5 à 24 ans ont reçu des aides liées à l'école. »

Concernant la protection sociale, pour rendre plus résilientes les communautés ainsi que pour réduire considérablement l'extrême pauvreté, le pays dispose depuis 2017 d'une loi relative à la politique nationale de protection sociale relative au régime inclusif et non contributif de Madagascar (Loi 2017-028). La protection sociale fait partie des axes d'épaulement au socle de l'émergence dans le cadre du Plan Emergence Madagascar.

Depuis 2015, plusieurs programmes ont été mis en œuvre et soutenus par les PTF en matière de protection sociale. Il s'agit entre autres du programme Argent contre travail productif (ACTP) de la Banque mondiale par le biais de l'Association internationale de développement (IDA) et qui a servi 31 250 ménages vulnérables répartis dans cinq districts de Madagascar. Le programme ACTP est un programme de filets sociaux qui vise à offrir des revenus supplémentaires aux ménages les plus pauvres en leur fournissant des revenus ponctuels pendant les moments difficiles en échange de certaines activités. Le programme ACTP renforce aussi la cohésion sociale. En effet, il a introduit et développé le concept d'épargne communautaire aux niveaux des villages en créant des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC)

Quant à l'UNICEF, co-lead de la protection sociale avec le ministère, il est intervenu dans l'actualisation de la stratégie nationale de la protection sociale et l'élaboration de son plan d'action. Entre autres, ce plan a défini en détails les actions à mener pour renforcer le cadre institutionnel, augmenter progressivement la couverture des programmes de protection sociale, renforcer la capacité du système national à réagir aux chocs. A titre d'exemple, le programme « Fiavota » qui a démarré en 2016 en tant que transferts monétaires non conditionnels en réponse à la crise d'insécurité alimentaire dans les deux régions du Sud et a touché 65 000 ménages. Puis, le programme « Let Us Learn » mis en œuvre depuis octobre 2016, complémentaire au programme de transferts monétaires pour le développement humain, et vise à permettre la transition des enfants du primaire au secondaire et de les maintenir en secondaire.

Avec le système des Nations unies, le Programme de Protection sociale « FAGNAVOTSE » est lancé en novembre 2020 et s'articule autour de 4 volets opérationnels d'intervention : le cash transfert financé par l'UNICEF, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et de régime contributif, CSU par l'OMS et l'OIT, le renforcement des moyens de subsistance (composante assurance, agricole et climatique, amélioration de la production et accès aux marchés) financé par le PAM, l'accès des ménages les plus vulnérable aux services sociaux de base et accès des groupes spécifique vulnérable aux services spécialisés (accompagnement psychosocial, protection des droits des personnes en situation d'handicaps, lutte contre les VBG et prise en charge des victimes) financé par l'UNFPA.

⁸ Rapport de l'examen volontaire sur le développement durable qui entre dans le cadre du forum politique de haut niveau tenu en juillet 2021

Aussi, plusieurs programmes de travaux HIMO - haute intensité de main d'œuvre - sont adoptés dans le pays tels que le programme « Argent et/ou Vivres et/ou Semences Contre Travail » de l'ONN (Office National de Nutrition), le programme des travaux communautaires du PAM visant à remédier aux problèmes d'infrastructures, le programme « Tosika fameno » qui est un filet temporaire de sécurité sociale pour soutenir les ménages vulnérables en zone urbaine, etc.

Dans le cadre de cette consultation, 18 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Dans la région Alaotra Mangoro, il est constaté l'amélioration des techniques culturales et de l'élevage chez les producteurs du fait du changement de leur comportement et leurs pratiques communautaires suite aux différentes interventions menées par des acteurs de développement dont des socio organisateurs d'une part et de l'autre des actions de plaidoyers réalisées par les OSC.

Toutefois, dans la région, la lutte contre la déforestation et le phénomène d'ensablement qui affectent les activités agricoles reste toujours un défi à relever – en effet, dans cette région, certaines interventions qui y sont mises en œuvre étaient censées assurer la protection des bassins versants de par la pratique de la culture sur couverture végétale autour du lac mais les érosions ayant entraîné l'ensablement ont toujours affecté les activités rizicoles ainsi que la production de manière générale, renforçant ainsi la vulnérabilité et la pauvreté des familles ; en plus, ces faits ont été aggravés par les actes de défrichement des haies vives dans le but d'augmenter les superficies rizicoles.

Dans la région **Vatovavy**, la société civile regroupant les jeunes a trouvé pas mal de progrès par rapport à cet ODD. En fait, il y a eu réalisation concrète de différents petits projets comme l'élevage à cycle court, la culture maraichère et de légumineuse, etc. qui ont été très prometteurs. Il y a eu aussi la mise en œuvre de différents Projets de développement qui rendent des services adaptés aux producteurs comme le Projet DEFIS, FORMAPROD, le projet présidentiel Fihariana et tant d'autres.

Pour la société civile de la région **Anosy**, le progrès dans le cadre de cet ODD peut s'expliquer en grande partie par les faits suivants : la bonne gouvernance budgétaire de par la réduction du nombre des Ministères, la suppression des dépenses de l'Etat sur l'organisation des réceptions ou évènements officiels, l'acceptation d'adopter le principe de transparence dans la gestion des deniers publics et particulièrement de rester à l'écoute des OSC.

Objectif 2 : Lutte contre la faim

Eliminer la faim et la famine, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

La « faim » était incluse dans l'ODD 1 qui est « Eliminer la pauvreté et la faim ». Les carences quantitatives et qualitatives touchent une très large part de la population malagasy, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.	Prévalence de la sous-alimentation
D'ici 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5ans arrêtés à l'échelle internationale, et répondre aux besoins en matière de nutrition des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.	Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans
D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de productions, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricole.	Taux d'augmentation de la quantité de la production rizicole
D'ici 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.	Taux de croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture par travailleur agricole

La malnutrition aiguë des enfants reste un problème critique et a augmenté dans certaines zones de plus de 50%. (Source : Banque Mondiale, Rapport Madagascar 2013)⁹. Même avec une légère évolution de 9 points de 56,4% en 2011 à 47,3% en 2018, la malnutrition chronique reste alarmante. Elle constitue un problème majeur de santé publique : 56 % de la mortalité infantile est attribuable à la malnutrition¹⁰. Avec une population majoritairement rurale (80%), la pauvreté est plus accentuée en milieu rural où 77% des individus sont concernés. Les ménages dirigés par des femmes sont particulièrement touchés par l'extrême pauvreté¹¹. En effet, la situation alimentaire actuelle est entre autres causé par l'accès insuffisant des femmes à la téléphonie mobile, à l'assistance technique en plus du crédit ; cela ne leur permet guère

⁹ Gender Links, (2015), Baromètre 2014 de la SADC 2014 sur le Genre et le Développement -Madagascar, p.13

¹⁰ Rapport Pays, 2019 – Programme d'actions d'Istanbul, p.16

¹¹ Ministère de l'Economie et du Plan, Plan National de Développement 2015-2019, p.51

d'obtenir les informations agro météorologiques, d'alerte rapide et commerciales nécessaires pour faire des choix éclairés concernant les cultures, le calendrier des semis et les stratégies commerciales. C'est pourquoi, très peu d'agriculteurs ont les connaissances et les moyens nécessaires pour adapter leurs systèmes d'exploitation à l'évolution des circonstances.

Bien que le pays soit à vocation essentiellement agricole, la malnutrition et la sous-alimentation sont expliquées par la vulnérabilité de l'économie et de ce secteur agricole. Les trois quarts de la population malgache, estimée à 25 millions d'habitants, dépendent directement ou indirectement du secteur agriculture, élevage, pêche et forêts. En 2018, selon la BAD, le secteur a connu une croissance de 4,5% et encore 6,6% en 2017¹². Malgré ses potentialités élevées et utilisant plus de 80% de la population, le secteur ne parvient pas à subvenir aux besoins alimentaires d'une population en constante progression (croissance d'environ 2.9% par an), ni à accroître ses revenus. La productivité reste très faible, très sensible aux risques climatiques et aux invasions acridiennes, et très ancrée dans les traditions.

En juillet 2021, d'après le rapport de revue à mi-parcours du plan national d'actions pour la nutrition (PNAN), le taux de prévalence de la malnutrition chronique à Madagascar est en baisse de l'ordre de 6%. La troisième phase de ce plan qui court de 2017 à 2021 a pour objectif global de « *réduire la prévalence de la malnutrition chronique de 47,3% à moins de 38% et de maintenir le taux de malnutrition aiguë inférieur à 5%, des enfants de moins de 5 ans* ». Un des facteurs qui expliquent ce résultat était l'adoption d'une approche multisectorielle intégrant l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la protection sociale, l'éducation, l'environnement et la recherche scientifique. A cela s'ajoutent les interventions transversales en matière de Communication et de Gestion des risques et catastrophes.

Dans le cadre de cette consultation, 11 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC, les facteurs ayant contribué aux améliorations, les défis à relever

Récemment en mois de mai 2021, le gouvernement a réuni les PTF pour discuter du cas de la malnutrition dans le Grand Sud englobant les régions Anosy, Androy et Atsimo Andrefana. D'énormes ressources permettant d'apporter des solutions pour le long terme ont pu être mobilisées. Cette initiative ayant écarté les mesures à court terme et d'urgence a été apprécié par la société civile.

Il est constaté l'amélioration des techniques culturales et de l'élevage dans la région **Alaotra Mangoro** ; celle-ci est notamment due aux interventions effectuées par des acteurs de développement dont les socio organisateurs mobilisés par les différents projets et qui ont permis de changer le comportement et les pratiques communautaires, ainsi qu'aux actions de plaidoyers réalisées par les OSC. Cependant, la société civile a encore relevé que la plupart des familles ne mangent pas à leur faim du fait de la prolifération de l'insécurité sociale et de l'augmentation du taux de chômage surtout chez les jeunes, limitant ainsi la production escomptée.

¹² <https://www.afdb.org/fr/countries/southern-africa/madagascar/madagascar-economic-outlook/>

Dans le **Vatovavy**, il a été remarqué la mise en œuvre de différents Projets de développement qui fournissent des services adaptés aux producteurs comme le Projet DEFIS, FORMAPROD, le projet présidentiel Fihariana et le Projet Fonds de Développement Agricole (FDA). Toutefois, dans la réalité, bon nombre de familles n'ont plus le pouvoir de se procurer du riz comme base alimentaire de tous les jours et ils doivent donc s'adonner au manioc, fruit à pain ; de leur côté, les producteurs non plus n'ont pas par conséquent la capacité de s'investir dans les petits matériels de production. En période de récolte, à cause cette situation de pauvreté, la production (notamment fruits et légumes) n'a plus d'acquéreurs ou de preneurs que seulement à des prix dérisoires. La situation ne fait que décourager les producteurs.

Compte tenu de plusieurs facteurs comme le tarissement des sources d'eau, dans **l'Amoron'i Mania**, 20% des rizières dans l'ensemble des Communes n'ont pas été cultivées durant la dernière campagne 2020 – 2021. Dans cette même région mais aussi dans les régions où le programme post-covid 19 pour relancer l'économie a été mis en œuvre : la gestion suite à l'octroi de semences hybrides au paysan a généré des frustrations chez les bénéficiaires du fait que l'autorité compétente a tenté de faire récupérer les semences annoncées dites « hybrides » qui ne peuvent plus être réutilisées à l'avenir. Toutefois, en termes de rendement, les deux districts greniers de la région ont réussi à faire valoir les semences alors qu'à l'intérieur de ces zones, l'accessibilité physique pour écouler la production ainsi que l'insécurité habituelle ont beaucoup frappé les producteurs.

Pour **l'Anosy**, la mise en œuvre de la politique nationale via la mise en place de l'Office National de Nutrition ainsi que ses démembrements au niveau régional permettra de garantir l'atteinte de cet ODD. Cette situation est aussi valable dans la région **Ihorombe** ; le travail de concert entre plusieurs acteurs dont la Primature, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, etc. a été jugé très efficace dans la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

Dans la région **Boeny**, les OSC ont collaboré avec les PTF, particulièrement avec le Gouvernement Allemande dans la mise en œuvre de la politique Foncière Responsable afin d'éradiquer la faim suivant le slogan « Le monde sans faim ». L'objectif étant de faire valoir les ressources foncières de par la responsabilisation communautaire et de les sécuriser pour des exploitations productives durables (*enrayer la désertification, la dégradation des sols et l'appauvrissement de la biodiversité*).

Dans la région **Melaky**, il est rapporté que la productivité rizicole dans la région grâce au projet AD2M (Appui au Développement de Menabe et de Melaky) a augmenté. Toutefois, il a été soulevé qu'il existe toujours des familles, surtout pendant les périodes de soudures, qui ne mangent que des tubercules (manioc, patates douces...), il existe même des gens qui ne mangent que des tubercules forestiers (Antaly, oivala...), voire même des tubercules de nénuphar (hetrevo). Dans le territoire, un volume important de financement va dans la promotion de l'agriculture durable mais jusqu'à l'heure, les résultats restent modestes et n'arrivent même pas à subvenir les populations malgaches. C'est pourquoi, les opérateurs étatiques et privés continuent toujours d'importer chaque année des quantités massives de produits alimentaires.

Dans la région **SAVA**, il est partagé que des efforts sont déployés par le gouvernement à travers le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat pour soutenir la filière vanille. En effet, cette année en début de campagne, les membres du conseil

stratégique du Conseil National de la Vanille¹³ sont nommés. Cependant, par défaut du non-respect des prix de référence aussi bien pour la vanille verte que pour la vanille préparée, un différend entre les acteurs de la filière sur la fixation de ces prix a déjà été survenu, ce qui fragilisera davantage cette filière considérée comme agriculture durable. Par ailleurs, sur le plan politique, la situation actuelle reste encore loin de la promesse donnée.

Concernant l'accès au foncier, le seul bien et précieux moyen de production, notamment ceux des 80% de la population qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, la société civile a fait une interpellation du parlement quant à la protection des droits de propriété foncière des malagasy¹⁴, qui restent dans la plupart des cas non écrits et donc risquent d'être repris par l'Etat par présomption de domanialité stricte sauf les terres qui sont munies d'un titre foncier.

A ce titre, les OSC, représentées par une trentaine de plateformes et d'associations membres de la solidarité des intervenants du foncier (SIF), ont rappelé que le projet de loi n°024/2018 du 17 juillet 2018 a été adopté avec amendements le 23 juin 2021 par le Sénat et le vote d'opposition a été lancé au niveau de l'Assemblée Nationale.

Objectif 3 : Bonne santé et bien être

Permettre à tous les individus de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Cet ODD consiste à donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges.

Libellé	Indicateurs
D'ici 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivante	Ratio de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes Proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié
D'ici à 2030, éliminer les décès évitables des nouveaux nés et d'enfant de moins de 5ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 .000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 .000 naissances vivantes au plus	Quotient de mortalité des enfants de moins de cinq ans (Infanto-Juvenile) Quotient de mortalité néonatale
D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies	Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1000 personnes séronégatives, par

¹³ Un arrêté interministériel pris en 2020 a fixé les missions du CNV qui consistent entre autres à établir la politique nationale de la filière vanille et à appuyer sa mise en valeur, favoriser le dialogue public privé et du dialogue entre les différents acteurs, œuvrer pour la pérennisation et pour le développement durable de la filière vanille, de promouvoir les démarches qualités, environnementales et sociétales, d'harmoniser les actions de sécurisation tout au long de la chaîne des valeurs.

¹⁴ Loi cadre n°2005-019 et confirmés par la loi 2006-031

Libellé	Indicateurs
transmises par l'eau et autres maladies transmissibles.	<p>sexe, âge et principaux groupes de population</p> <p>Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 habitants)</p> <p>Taux de mortalité dus au Paludisme pour 1000 personnes par an</p>
D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être	<p>Taux de mortalité spécifique par AVC en milieu hospitalier</p> <p>% des régions disposant d'infrastructures de prise en charge correcte des troubles mentaux</p>
D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux	Taux de prévalence contraceptive
Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable	% de population couverte par une assurance maladie ou un système de santé publique

Le secteur santé à Madagascar est actuellement en état de dégradation avancée car l'accès aux soins aggravé par le coût élevé des traitements pose problème. Les familles économiquement faibles sont dans leur grande majorité exclues du système de santé répondant aux normes requises¹⁵. Par conséquent, la santé des femmes et des enfants est toujours une tendance déclinante et le taux de prévalence de la maladie, de la mortalité est également alarmant.

L'entrée en vie féconde intervient encore assez tôt dans la vie des jeunes filles, constituant un groupe à risque en fécondité, alors que l'amélioration de la prévalence contraceptive des adolescents reste faible.¹⁶ En effet, 40% des filles entre 15 et 19 ans ont déjà eu des rapports sexuels et aussi 31% des filles âgées entre 15 et 24 ans ont leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 15 ans¹⁷. Même si la loi sur le mariage fixe à 18 ans l'âge minimal pour toute union, les pratiques culturelles tendent à favoriser le mariage des enfants et par conséquent les grossesses précoces, ce qui peut avoir

¹⁵ IEM, p.47

¹⁶ FNUAP/ MEP, (2014), *Rapport de progrès de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement, Madagascar vingt ans après la CIPD en 1994*, page 13.

¹⁷ IEM, p.51

des effets néfastes sur la santé et la vie des jeunes filles. De plus, 36 % des femmes âgées entre 20 et 24 ans ont déjà donné naissance à au moins un enfant avant l'âge de 18 ans. Le taux brut de natalité et le taux global de fécondité générale étaient estimés, respectivement, à 35 ‰ et 180 ‰ pour la même année¹⁸.

Dans le pays, le taux de mortalité maternelle reste élevé ; s'il n'est que de 16 pour 100 000 naissances dans les pays développés, celui-ci est de 260 pour 100 000 naissances dans les pays en développement¹⁹.

Selon le Baromètre de la SADC 2014, la prévalence de la contraception moderne reste faible (33%), même si elle a gagné quatre points de pourcentage entre 2008 et 2012. Actuellement, 40% des femmes en âge de procréer utilisent des méthodes contraceptives alors que dans l'Afrique subsaharienne, ce taux est de 20% en moyenne²⁰.

Dans le cadre de cette consultation, 17 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Dans le **Menabe**, un effort pour le renforcement de l'effectif du personnel de santé a été enregistré ; un score 2 peut être attribué. En dépit de ce progrès, le recours aux services des matrones est toujours chose courante et augmente en conséquence les risques de complication durant l'accouchement.

Dans la région **DIANA**, le score sur la santé reste très faible. La société civile a relevé toute une sorte de défaillance ayant impacté sur l'atteinte de l'ODD y relatif. A citer par exemple, l'accouchement réalisé en dehors des salles dédiées à cela (véranda) du fait que les lieux sont occupés par les aides-sanitaires ; tout accès au médicament même dans les établissements publics est payant avec les services y afférents ; parfois, les médicaments prescrits dans les ordonnances ne sont pas utilisés et seront revendus par les prestataires de santé, etc. Par ailleurs, les prestations des stagiaires restent toujours risquées.

Dans le **Vatovavy**, il est observé l'existence et la mise en œuvre de programmes d'adduction d'eau potable et de lutte contre les pollutions au bord de la mer comme le cas de bord de mer dans le district de Mananjary. Il y a eu des actions de sensibilisation des communautés pour fabriquer et utiliser régulièrement des latrines et toilettes et servir des toilettes publiques pour les besoins. Et en ce moment la plupart des ménages disposent de leurs propres latrines et toilettes privées, le taux d'adoption est estimé à 30%.

Dans la même région, il est évoqué par contre la mise en œuvre de programmes de sensibilisation sanitaire conduits par des OSC, les agents paramédicaux (formés dans des centres dédiés à cela), les agents de santé communautaire au niveau de chaque fokontany. Ces actions consistaient entre autres à assurer le nettoyage collectif et enlever les tas d'ordures et de déchets, le curage des canaux d'évacuation de par le système de haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Dans la région **Sofia** et dans

¹⁸MPPSPF/FNUAP (2016), *Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre 2017 – 2021*.

¹⁹ IEM, p.51

²⁰ Idem

d'autres régions, la sensibilisation autour du lavage de mains avec du savon et de l'eau propre a été fortement encouragée pour préserver la santé communautaire.

Dans l'**Analamanga**, à cause de plusieurs facteurs comme le coût d'accessibilité aux soins et l'exiguïté des centres de traitement des patients et/ou d'accueil de leurs familles, le recours à des guérisseurs traditionnels est toujours à la hausse surtout dans les périphéries de la ville. Ce même cas se retrouve aussi dans la région **Melaky** où le domaine de la santé bénéficie des financements considérables pour améliorer les situations sanitaires de la population mais les impacts de ceux-ci sont très peu palpables. Pour l'heure dans cette région et aussi dans d'autres, aucune donnée exacte n'est disponible sur le taux de morbidité et le taux de mortalité actuel (ceux liés à la pandémie COVID-19 sont à exclure), mais apparemment, ces taux sont supérieurs à ceux de 2015. En outre, les coûts des services au niveau des hôpitaux sont alarmants : les dépenses relatives aux médicaments ainsi que celles pour avoir les équipements utiles au traitement sont supportées par les patients. Même au niveau des hôpitaux publics, le droit de consultation est à la charge des patients.

En conséquence, les patients et leurs familles deviennent réticents pour fréquenter les hôpitaux surtout s'ils ne possèdent pas assez de moyens financiers ; ils préfèrent ainsi recourir à des solutions traditionnelles plus accessibles ou procéder à l'automédication.

Objectif 4 : Éducation de qualité

Veiller à ce que tous aient accès à l'éducation et promouvoir des possibilités d'apprentissage de qualité dans des conditions équitables tout au long de la vie

Cet objectif est de veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et de promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie.

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit, et de qualité, les dotant d'acquis véritablement utiles.	Proportion des élèves de T6 atteignant le seuil suffisant en lecture Taux d'Achèvement du primaire Taux d'Achèvement du collège Taux brut de scolarisation (primaire) Taux brut de scolarisation (Collège) Taux brut de scolarisation (Lycée)
D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès au service de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire	Pourcentage d'enfant de 3 à 5 ans fréquentant un centre du préscolaire
D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les femmes et tous les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants, Indicateurs d'accès pour les hommes et les femmes

Libellé	Indicateurs
universitaire, de qualité et d'un coût abordable.	
D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre des jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et l'entrepreneuriat	Stock d'emploi en fonction du niveau de qualification requis (main d'œuvre hautement qualifiée)
D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle	Indice de parité (femmes et hommes)
D'ici à 2030, faire en sorte que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter	Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé en alphabétisme et numérative fonctionnelle
D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable	Pourcentage des élèves du collège ayant acquis les connaissances sur les concepts « éducation à l'environnement et au développement durable »

En dépit de l'aide liée à la crise dans les secteurs sociaux, le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté, peut-être de plus de 600 000. Le taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus est estimé à 74,8% contre 71,6% en 2012, soit une augmentation significative de 3,2%. Selon la stratégie nationale de l'éducation, le

taux d'analphabétisme chez cette catégorie sera réduit de 25% d'ici 2030. Ce taux d'analphabétisme s'élève actuellement à 28,4% dont 30% adultes et 22% enfants²¹.

Quant à la scolarisation, le taux net de scolarisation au niveau primaire est estimé à 67,5 % au niveau national avec une proportion de 66,4 % pour les garçons contre 68,6 % chez les filles, tandis qu'au niveau collège, il est de 23 % pour l'ensemble, avec 21 % pour les garçons et 25 % pour les filles ; au niveau Lycée, ce taux net est de 8 % pour l'ensemble, avec 7,5 % pour les garçons et 8,4 % chez les filles ; et enfin, au niveau supérieur, le taux net de scolarisation est de 4 % pour l'ensemble, avec 4,2 % pour les garçons et 3,7 % pour les filles . Il est ainsi constaté que le taux net de scolarisation au niveau supérieur pour les garçons prend le pas. Les taux de scolarisation de sexe féminin sont supérieurs jusqu'au niveau du second cycle ; à ce dernier cycle d'ailleurs, l'écart se rétrécit, le taux de scolarisation des garçons se rapproche de celui des filles, puis le dépassement est marqué au niveau supérieur (université).

Tandis que pour la déscolarisation, la grande partie de la population déscolarisée âgée de 6 à 17 ans a achevé la dernière classe du primaire (28,7 % pour les hommes contre 34 % chez les femmes), du fait que ces enfants contribuent aux revenus du ménage²². Le milieu urbain se distingue du milieu rural par de fortes proportions de ceux ayant achevé la classe de CM2. Par exemple, pour les hommes, 45 % en milieu urbain contre 27 % en milieu rural).

Dans le cadre de cette consultation, 22 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC (sur une échelle de 1 à 5) ainsi que les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Dans les régions **Alaotra Mangoro** et de **Vatovavy**, le scoring est de 3,5 à 4 parce que dans les lycées publics, il y a eu recrutement de nouveaux enseignants, le budget dédié a connu une augmentation. Au niveau de la région d'**Alaotra Mangoro**, le suivi de l'application du PSE est primordial pour l'obtention de cet ODD. En effet, ce plan incite l'adoption d'une mise à jour et d'une analyse afin d'améliorer les Programmes Scolaires au niveau des Lycée d'Enseignement General en particulier concernant le basculement du système antérieur vers le système où il a une série L-Littéraire, série S-Scientifique et une série OSE ou Organisation Société Economique. Il a été soulevé que dans la région, parmi les enseignants recrutés, plus de 70% sont des enseignants FRAM qui ne sont pas passés dans des centres de formations pédagogiques.

Dans le **Menabe**, le score est estimé à 2 du fait que des efforts ont été réalisés pour considérer les enseignants non fonctionnaires (ENFs) ; ces derniers ont en effet participé à la définition et à la mise en place de la politique des enseignants. Dans cette région, les efforts pour améliorer les équipements et établissements scolaires devront être multipliés surtout dans l'éducation primaire. A l'instar des écoles qui sont qualifiés « de normes », on y retrouve toujours des établissements en bois dans lesquels, on ne retrouve aucun table banc. Des cas similaires sont aussi observés dans

²¹République de Madagascar, (2016), *Rapport d'état du system éducatif malgache, une analyse sectorielle pour instruire un nouveau plan sectoriel de l'éducation 2017-2021*, (RESEN), p.60 et LINFO.RE –du 9.09.2017 – La rédaction

²² Theconversation.com, Madagascar, mars 2020

l'Amoron'i Mania et l'on a évoqué que 3 enfants sur 10 abandonnent les écoles avant la classe de 7^{ème}.

Dans la région **Anosy**, au vu des efforts enregistrés, la société civile accorde un score 3 sur une échelle de 5 tandis qu'au vu des résultats, ce score reste modeste s'élevant à 2,5. En effet, il est observé dans la région et dans d'autres également, différents efforts menés pour améliorer le niveau des enfants à travers le « cours de remise à niveau », la promotion de l'éducation non formelle, l'éducation inclusive, l'alphabétisation, l'amélioration des équipements et infrastructures scolaires, la création des universités par région ainsi que des centres de formations pédagogiques, etc. Malgré cela, beaucoup restent à faire par exemple en termes d'infrastructures (*elles sont regroupées en ville, celles qui sont en brousse se trouvent à plusieurs kilomètres à pied, ces écoles emploient 1 ou 2 enseignants pour s'occuper de 4 voire 5 classes, les enfants sont à plusieurs dans une salle de classe, la plupart n'ont pas d'actes de naissance, etc.*)

Pour **Atsimo Andrefana**, le score est de 1 à 2 selon les districts. Il a été soulevé aux côtés de l'insécurité sociale que le nouveau Plan Sectoriel de l'Education (PSE) n'est pas encore appliqué depuis son adoption. L'établissement d'une synergie entre les différents intervenants dans la région est vivement souhaité pour améliorer la situation.

Dans le **Vatovavy**, le progrès par rapport à cet ODD a été caractérisé par l'adoption par les jeunes élèves en classe d'examen officiel des conseils pratiques, l'organisation de séances ou cours spécial samedi matin gratuits pour ceux/celles qui sont en difficulté dans les matières de base, la réalisation de plusieurs formations à l'endroit des enseignants pour renforcer leurs capacités pédagogiques ; il en est de même le recrutement de enseignants non fonctionnaires et la dotation d'équipements pédagogiques dont kits scolaires pour toutes les écoles au niveau de la Direction Régionale (DREN). Par ailleurs, il est évoqué la mise en application du plan sectoriel de l'éducation (PSE), l'adoption du système LMD dans le cursus universitaire.

Dans la région **Analamanga**, le score a été cité comme le plus élevé, du fait que l'ensemble des parties prenantes (communautés, parents d'élèves, enseignants, responsables d'établissements et ministériels, partenaires techniques et financiers) ont commencé à adopter le PSE. En effet, les enseignants sont formés, des infrastructures correspondant aux besoins de l'éducation de qualité sont mises en place, les élèves nécessiteux ont reçu des appuis matériels et en nourriture ; mais tout cela peut être réduit en miette à cause de la pandémie sanitaire qui a entraîné la baisse du niveau de connaissance des élèves notamment ceux/celles qui sont en classes intermédiaires ; il avait aussi la persistance des actes de banditismes (actes de kidnappings) dans certains districts.

Dans le **Boeny**, les efforts déployés par rapport à cet ODD ont été remarquables. En effet, durant les 5 ou 6 dernières années, des établissements scolaires dont des écoles préparatoires ont été créés et éparpillés dans la région ; il y avait aussi le recrutement massif des maitres, des maitresses et des enseignants. Tout cela provient en grande partie de la collaboration avec les Partenaires techniques et financiers.

Dans le **Haute Matsiatra**, parmi les membres des OSC, on retrouve encore que plus de la moitié sont analphabètes et aucune mesure n'a été prise pour y remédier. Pareil cas dans la région **Melaky**, la baisse de la qualité de l'éducation a été constatée à cause de la pandémie mais aussi à cause d'une volonté politique qui laisse cette région derrière les autres. D'autant plus, des actes (parfois politiques) contribuant à la paupérisation de la population ont été soulevés.

Objectif 5 : Égalité entre les sexes

Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles

Le problème de Genre est une dimension transversale et aucun domaine ne doit être épargné. Toutefois des domaines tels que la santé, l'éducation, l'emploi sont jugés nécessaires sans pour autant minimiser l'importance des autres domaines tels que la justice, les technologies pour assurer l'autonomisation des filles et des femmes.

Libellé	Indicateurs
Mettre fin partout dans le monde à toutes les formes de discrimination à l'égard de femmes et des filles	Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe
Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et les autres types d'exploitation	Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence
Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, les mariages précoces ou forcés et la mutilation génitale féminine	Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans ou de 18 ans.
Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique et y accèdent sur un pied d'égalité	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales Proportion de femmes occupant des postes de direction

Accès des femmes à la microfinance

Un accès limité des femmes au crédit, dans un contexte où, malgré sa croissance rapide, la microfinance accuse un faible taux de pénétration et une forte concentration en milieu urbain : le faible taux national d'accès des femmes au crédit (3,8% en 2013 ; rural : 3% ; urbain : 7,5%) en dépit de leur bonne proportion (48% en 2016) parmi les bénéficiaires de crédit de toutes les institutions financières, réside dans le faible taux de pénétration des institutions financières, particulièrement en milieu rural. Du côté de l'offre, le ciblage insuffisant du rural est imputé aux problèmes d'accessibilité (infrastructures routières, énergétiques, communication), de faible rentabilité et de risque élevé. Du côté de la demande, les besoins des femmes rurales (sans terres ni garantie) sont méconnus/ignorés rendant les offres de crédit existantes inadaptées et « anti-développement » pour leurs taux d'intérêt élevés et approches (procédures) qui sont facteurs d'exclusion des vulnérables et moins instruits. La Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) prévoit l'élaboration d'approches pour appuyer la structuration de la demande, dont celle des agriculteurs-trices et des

vulnérables, et la conduite d'études/analyses complémentaires des besoins des strates de la population, notamment les jeunes et les femmes, pour mieux orienter l'offre.²³

L'Enquête FinScope Consommateur Madagascar 2016 présentée le 11 Novembre 2016, a dressé le "paysage d'accès de la population aux produits ou services financiers"²⁴. Ainsi, la proportion d'adultes²⁵ bancarisés serait de 12% aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Pour les adultes ayant accès à d'autres services financiers formels non bancaires, la proportion est de 14% pour les hommes, et 19% pour les femmes. Pour les services financiers informels uniquement, il y a 32% d'hommes, contre 28% de femmes. Les hommes exclus des services financiers font 42%, tandis que les femmes 41%. Enfin, au niveau urbain, les exclus forment 31% contre 46% dans le monde rural.

En 2017, une évolution positive est constatée, si l'on observe le pourcentage d'adultes ayant un compte auprès d'une institution financière ou d'un service d'agent mobile, les données montrent que le taux a doublé en 3 ans passant de 9% en 2014 à 18% en 2017. Toutefois, il reste encore bien en dessous de la moyenne de l'Afrique Sub-Saharienne de 43%.²⁶

L'accès aux services financiers demeurent difficile particulièrement pour la frange de la population vulnérable, à savoir, les femmes et les personnes vivant en milieu rural qui sont défavorisées en raison de leur éloignement ou encore dû à une faiblesse des revenus tel que montrent les informations ci-après ²⁷:

- Personnes détenant un compte auprès d'une institution financière ou d'un service de mobile money : 18% avec 16% de femmes et 14% de ruraux
- Personnes ayant utilisé un service de mobile money : 12% avec 12% de femmes et 10% de ruraux
- Personnes n'ayant pas de compte car les institutions financières sont trop éloignées : 47%
- Personnes n'ayant pas de compte en raison d'insuffisance de fonds : 75%

Une autre source documentaire²⁸ aborde de manière plus spécifique le domaine de la microfinance. Au niveau des Institutions de Micro Finance (IMF) de type mutualiste, en décembre 2015, le nombre de caisses était à 630, les membres à 899 673, dont 43,88% de femmes membres. Quant aux IMF non mutualistes, à la même date, les points de services étaient au nombre de 225, avec 113 407 clients, dont 60,17% de femmes clientes. Pour les autres catégories d'établissement de crédit exerçant des activités de microfinance, toujours à la même date, il y avait 82 points de services, avec 382 788 clients, dont un pourcentage de 55,94% de femmes. Les statistiques consolidées font alors état d'une totalité de 937 points de service, de 29,6% de taux de pénétration des ménages, de 1 395 868 clients, et d'un pourcentage de 48,51% pour les femmes membres et/ou clientes²⁹.

²³ Profil pays 2017, BAD, P ix

²⁴ UNCDF, (2016), *Enquête FinScope Consommateur Madagascar 2016*, p.17

²⁵ UNCDF, (2016), *Enquête FinScope Consommateur Madagascar 2016*, p.17

²⁶ UNCDF, Diagnostic de l'écosystème des services financiers numériques Madagascar, Février 2020, p.12

²⁷ Idem

²⁸ Site www.madamicrofinance.mg

²⁹ Idem

Accès des femmes au foncier

Il existe très peu de données à Madagascar concernant la propriété foncière. Un programme de régularisation de la propriété foncière, lancé en 2007, a permis de voir que moins de 10% des terres faisaient l'objet de titres de propriété dûment enregistrés, le reste étant seulement réputé propriété de telle ou telle famille. A fortiori, il est difficile de savoir quelle part appartient à des femmes. Le processus de réforme se poursuit en 2015 à travers la Nouvelle lettre de politique foncière 2015 – 2030 ; ensuite, en 2019, le schéma directeur de la modernisation des services fonciers a été mis à jour où la digitalisation est au cœur de la réforme. L'objectif étant de « répondre à la demande massive en sécurisation foncière, dans des brefs délais et à des coûts ajustés au contexte économique, par la formalisation des droits non écrits et la sauvegarde des droits écrits » (UCSRF, 2019).

Le Programme National Foncier (PNF 2016 – 2020) a mis l'accent sur l'amélioration de la certification des terres pour les femmes grâce à l'éducation des autorités locales et aux nombreuses communications sur l'importance et les avantages de l'enregistrement des terres. La décentralisation de l'administration foncière au niveau de la commune améliore l'accès des femmes aux services fonciers. Cependant, les ménages les plus pauvres et ceux dirigés par une femme sont les moins informés sur ce PNF et peuvent ne pas comprendre la valeur des certificats fonciers ni savoir que les femmes peuvent s'enregistrer en leur propre nom ou conjointement.

D'après une enquête de l'Observatoire du foncier (PECF, 2011), les femmes fréquentent plus que les hommes les guichets fonciers quand elles en prennent connaissance. Mais paradoxalement, elles soumettent les parcelles déclarées appartenant au couple pour certification en majorité au nom du mari (82%). De la même source, il n'y a que 12% de certificats fonciers au nom de la femme et 5% au nom du couple chez les femmes en union.

Les résultats d'une enquête récente présentent les données suivantes : 71% des ménages malgaches sont impliqués dans l'agriculture et 31% des ménages agriculteurs disposent d'un document (titre ou petits papiers) sur les terrains qu'ils cultivent. Il faut aussi noter que près de 49% des ménages agriculteurs possèdent moins d'un are de terrain et, seulement moins de 2% en possèdent plus de cinq ares.

Sur le plan institutionnel et stratégique, il est important de rappeler que Madagascar s'est engagé dans une réforme foncière en 2005, axée sur "la décentralisation de la gestion foncière au niveau des communes, à travers la création des guichets fonciers qui délivrent des certificats fonciers, plus accessibles aux paysans en termes de coûts et de délais que les titres fonciers". Quand les bailleurs de fonds qui ont appuyé cette réforme se sont retirés de Madagascar en 2009 à la suite de la crise politique, seul un tiers des 1500 communes malgaches était doté d'un guichet foncier. Toutefois, on peut relever qu'entre la mise en place du premier guichet foncier en 2006 et la crise de 2009, 60 000 certificats fonciers ont pu être délivrés, alors que de l'année 1896 à l'année 2009, soit en un peu plus d'un siècle, seulement 400 000 titres fonciers l'ont été. Selon la statistique de la Banque Mondiale, en juillet 2020 que depuis 2006, 300 250 certificats fonciers ont été officiellement délivrés.

Après la sortie de crise, le processus de réforme foncière a été relancé en Juin 2014 par les autorités nationales. Suite à des réunions de consultation dans des grandes villes malgaches et après un Forum national sur le Foncier en Février 2015, une version 1 de la Lettre de Politique Foncière 2015-2030 datée du 23 Février 2015 a été publiée par le Ministère en charge du foncier. Les nouvelles orientations apportées par cette

première version tendaient, entre autres, vers une plus grande possibilité d'attribution de terres aux populations, et un accroissement des responsabilités confiées aux instances communales dans la gestion des terres. Les syndicats des techniciens du Service des Domaines ont fortement manifesté contre cette extension des compétences de la gestion foncière aux communes. La première version de la politique a fait l'objet d'une révision, et depuis le 5 Août 2015, le pays dispose d'une Nouvelle Lettre de Politique Foncière 2015-2030 adoptée par le Gouvernement, dont la vision est "une gestion foncière concertée et transparente, une planification inclusive de l'usage des espaces, et un accès équitable et sécurisé à la terre pour tous, hommes et femmes... ».

Cependant, au regard des besoins et des intérêts des femmes dans le domaine du foncier, la Nouvelle Lettre de Politique Foncière reste très laconique en mentionnant que "l'inscription des Certificats Fonciers et Titres Fonciers au nom des femmes sera favorisée lorsque ces dernières sont propriétaires ou copropriétaires", et que les femmes devraient figurer parmi les acteurs à prendre en compte dans les prises de décision, les processus de gestion, de sécurisation et d'attribution foncière.

Une autre critique faite à l'endroit de la nouvelle politique foncière consiste à dire "qu'elle porte atteinte au droit foncier des femmes rurales". Entre autres, l'obligation pour les propriétaires de transformer les certificats fonciers en titres fonciers, avant toute opération subséquente après un délai réglementaire, est considérée comme une mesure coercitive, coûteuse et lourde, empêchant les ruraux, en particulier les femmes rurales, d'accéder facilement à la terre.

Du point de vue juridique (ordonnance 60-146), la femme et l'homme peuvent être propriétaires de terrains, sans discrimination, quel que soit le mode d'appropriation : achat, héritage, partage entre époux, donation etc. Par contre, dans la pratique, l'acquisition de terres est fortement dépendante des coutumes et des traditions qui, sans être généralisées à toutes les ethnies, permettent souvent de contourner les droits des femmes. Le déni de ces droits se retrouve notamment dans l'héritage et le partage entre époux, ceci est d'autant plus fréquent que la majorité des couples à Madagascar sont unis selon les coutumes et non civilement. Pour l'heure, la situation a connu une légère évolution en ce sens que selon cette enquête, deux tiers des groupes culturels représentés déclarent à environ 80% être « tout à fait d'accord / d'accord » avec des droits identiques de possession ou de succession du foncier entre les sexes.

Le système de certification des terres malgache est à l'origine d'une profonde insécurité foncière. En plus de cette lenteur d'accès au titre ou certificat foncier, le morcellement en micro-parcelles constitue un vrai frein au développement dans un pays où 80 % de la population tire ses ressources de l'agriculture. 22% des ménages sont dirigés par les femmes mais elles n'ont pas un égal accès à la terre, en raison notamment des pesanteurs culturelles.³⁰

La Délégation de l'Union Européenne a cofinancé entre avril 2016 – septembre 2018 un projet visant la Promotion des Droits de la Femme dans la réforme foncière dans la Région de l'Itasy, une zone très vulnérable en matière d'insécurité alimentaire. Le problème d'accès au foncier surtout des femmes faisait partie des difficultés au développement de la zone. En effet, le projet a adressé la problématique relative aux pratiques et stéréotypes excluant la plupart des femmes malgaches à l'héritage en terre : i) les droits fonciers des femmes sont non reconnus par la société et ii) l'auto-

³⁰ Global Gender Gap, World Economic Forum, 2018

exclusion des femmes dans le processus d'accès et de valorisation de la terre a été constaté du fait de plusieurs facteurs comme i) le manque d'information et d'éducation sur les Droits de l'Homme, sur les droits fonciers des femmes ; ii) les informations sont inaccessibles / inadaptées à la société rurale concernant les services fonciers, les textes de la succession ; iii) l'inexistence / insuffisance des structures ou services de proximité de recours en cas de violation de Droits ; iv) le manque de mécanisme de redevabilité entre des Services Déconcentrés de l'Etat (SDE), des Connectivités Territoriales Décentralisées (CTD), des Organisations de la Société Civile (OSC) et la population en matière du respect des droits de l'Homme et des droits fonciers de la femme.³¹

En termes de résultats, 81 Associations de femmes et deux Unions d'Associations de femmes, des acteurs communaux au sein des 08 communes d'intervention du projet, ont pu augmenter leurs connaissances des textes de lois et leur « savoir » sur où et comment s'adresser en cas de conflit ou de violence contre les femmes. Les femmes membres des associations et citoyennes dans les communes ont osé briser le stéréotype discriminatoire vis-à-vis de l'accès au foncier. Dans certaines communes, le nombre de femmes ayant enregistré leurs droits au foncier a augmenté, soit au niveau des guichets eux-mêmes soit dans les cahiers d'enregistrements gérés par les communes³². Aussi, 40 éducatrices paires issues des associations ont joué un rôle important dans la sensibilisation des autres femmes sur leurs droits en tant que citoyenne et par rapport à l'accès à la terre dont la nécessité d'enregistrer les terrains au nom de la femme.

En fait, cette situation est causée par la création de la volonté, ie le « vouloir » chez les femmes pour être mieux informées pour pouvoir agir et pour mieux défendre leurs droits, ceci est considérée comme étant le premier changement d'attitude résultant des activités de sensibilisation, d'information/ communication et d'éducation réalisées par le projet avec ses partenaires³³.

Accès des femmes à l'énergie

L'énergie fait aussi partie de ces secteurs de développement qui sont très peu documentés sur le plan des dimensions sociales et de genre prévalant dans le secteur. Par exemple, on a peu d'informations sur l'accès de la population aux produits et aux services, ou sur l'utilisation de ces produits et services, ou encore sur les impacts positifs et négatifs de cette utilisation. Les données ou les statistiques ventilées par région ou par milieu sont rares, et celles désagrégées selon le sexe le sont encore plus. Du fait que les acteurs de développement qui interviennent dans ce secteur ne sont pas nombreux, on assiste à une approche plutôt technique ou commerciale que sociale et de genre des différentes questions soulevées concernant l'énergie.

L'Enquête FinScope Consommateur Madagascar 2016 fournit des données plus récentes sur les sources d'énergie pour l'éclairage. Ainsi, 16% des ménages en milieu rural ont accès à l'électricité, et 72% en milieu urbain. Le principal fournisseur d'électricité est la Jirama pour 46% des ménages ruraux et 94% des ménages en milieu urbain. Des ménages se servent aussi des panneaux solaires : 37% en milieu rural et 3% en milieu urbain.

³¹ <https://www.saha.mg/projet-efamira/>

³² idem

³³ ibid

Violence basée sur le genre (VBG)

Il existe plusieurs dénominations pour évoquer le concept de la violence basée sur le genre : violence fondée/basée sur le sexe, violence sexiste, violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, etc. La VBG est un terme désignant tout acte nuisible/préjudiciable perpétré contre le gré de quelqu'un, et qui est basé sur des différences socialement prescrites entre hommes et femmes. Il existe quatre types de violences : physique, sexuelle, psychologique et économique.

Bien que les femmes et les filles soient les principales cibles des VBG, les hommes et les jeunes garçons peuvent l'être également. Les actes de violence se rencontrent partout quelques soient l'âge, la religion ou la classe sociale. Ils changent seulement de forme en fonction des auteurs.

Les violences basées sur le genre demeurent un problème répandu et tenace à Madagascar, d'autant plus que les diverses crises cycliques qui ont traversé le pays depuis son indépendance, ont entraîné la recrudescence des violences sous toutes ses formes.

Pour l'heure, aucune statistique n'indique une réduction du taux de violences faites aux femmes. Dans ce cas, si on regarde les statistiques les plus récentes qui intéressent les jeunes femmes, 14% des filles de 15 à 19 ans ont été victimes de violences sexuelles et 15% de violences physiques et que 47% des femmes de 15 à 19 ans pensent que la violence du mari est justifiée dans certaines circonstances. Par ailleurs, Madagascar se trouve au 14ème rang des pays dans le monde en matière de mariage précoce et est un des pays d'Afrique le plus touché par ce phénomène, une forme éclatante de VBG. En effet, le taux moyen de prévalence est de 41,2% avec plus de 63% des filles en union avant l'âge de 18 ans dans les parties sud et sud-ouest de l'île contre un taux moins de 30% dans les régions Atsinanana, Vakinankaratra et Analamanga. Cette situation est intimement liée au phénomène des grossesses précoces, qui touchent une fille sur trois. Par ailleurs, les us et coutumes imposent aux filles des mariages arrangés qui favorisent les grossesses précoces, entraînent le décrochage scolaire précoce et une perte d'opportunité à l'éducation, puisqu'ils ne permettent pas aux femmes d'accéder à un niveau supérieur de l'éducation. Par ailleurs les mariages précoces et forcés perpétuent la pauvreté et constituent un déni des droits humains fondamentaux.

De plus, les filles mariées à un âge jeune courent plus de risque de subir des violences domestiques, d'être infectées par le VIH/SIDA ou de mourir de complication pendant la grossesse ou l'accouchement. De nombreuses filles manquent d'accès aux informations et services sur la santé sexuelle et reproductive et n'ont pas l'aptitude de négocier leurs rapports sexuels.

Dans la démarche de lutte contre les VBG, MenEngage un réseau qui prône un monde en paix et non-violent, ayant pour projet la réduction de la prévalence du mariage d'enfants, adopte une approche impliquant toutes les parties de la société, du peuple à la base aux Leaders les plus haut gradés/placés. C'est dans cette optique que le réseau mène ces activités sur terrain, afin d'atteindre l'égalité de genre/ Violence basée sur le genre et la réduction des pratiques préjudiciables perpétuées dans la société malgache.

Soutenu par l'UE à travers l'instrument OSC/AL, Men Engage Madagascar a entamé la deuxième phase de son projet « Réduire la prévalence du mariage des enfants dans les régions Boeny et Menabe, Madagascar » en Mai 2020, deux nouvelles

régions, outre que Analamanga et Alaotra Mangoro, Durant l'année 2020 jusqu'en Avril 2021, 6000 jeunes âgés de 15 à 35 ans répartis dans les 4 régions sont atteints.³⁴

Une initiative de « Nifin' Akanga » pour la dépénalisation de l'avortement dans le pays, de par le renforcement des plaidoyers et du réseau national a été menée dans les Régions de SAVA, Boeny et Atsinanana ente 2019 et 2021. Bien que l'IVG ne soit pas une méthode contraceptive, elle est étroitement liée au planning familial et devient un problème de santé publique du fait qu'elle est la 2^{ème} cause de la mortalité maternelle après les hémorragies post-accouchement. A titre d'information, la loi sur le PF votée en 2017 ne contient pas d'articles sur l'IVG alors que ceux-ci ont été prévus dans le projet de loi. Cette loi qui date des années 1960 est l'une des plus restrictives au monde. Autrement dit, les femmes/filles restent toujours victimes à l'égard de cette loi et du Code pénal malgré le fait que l'IVG est motivée par les cas de viol, inceste ou encore par des raisons médicales.

Accès des femmes dans la gouvernance

Madagascar a retrouvé l'ordre constitutionnel en 2014. Sur 54 pays africains évalués, Madagascar s'est placé au 31^{ème} rang en 2018 contre 32^{ème} rang en 2017 et 33^{ème} rang en 2016 en matière de gouvernance globale. La Politique Générale de l'Etat énonce parmi les orientations stratégiques relatives au défi en matière de Gouvernance : « l'assise territoriale du développement à travers les 23 régions, 107 espaces de solidarité / 12 pôles de croissance dans le cadre d'une réelle décentralisation » et aussi « la redéfinition du rôle de l'Etat en tant qu'acteur stratégique capable de booster la dynamique de développement dans ses fonctions régaliennes et en laissant la liberté au secteur privé ». Pour sa part, le PEM, n'a prévu la prise en compte explicite de la dimension Genre que dans son engagement n°6 - Emploi décent pour tous et au niveau de la priorité 13 : Promouvoir l'autonomisation des femmes et la protection des droits de l'enfant.

Selon le rapport 2018 de « Global Gender Gap », Madagascar se retrouve avec un score de 0,691 et un rang de 84/149 pays, ; pourtant en 2020, le pays se trouve au 62^e sur 153 pays.

Lors des élections publiques en 2019, les scores obtenus par les femmes sont les suivants : 15.8% de femmes élues à l'Assemblée Nationale et encore moins on n'y retrouve qu'une seule femme de moins de 35 ans, 1 femme est élue sur les 12 gouverneurs élus actuels. En revanche, en 2016, 20.5% étaient élues députées, 4,8% étaient femmes Maires ; 6,3% étaient femmes Conseillères municipales et 3,2% femmes Chef fokontany. Par rapport aux résultats électoraux de l'année 2013, une régression des taux a été constatée : il y a actuellement 24 femmes Députés contre 32 en 2013, le % de femmes élues maires en novembre 2019 a encore régressé pour passer de 4.2% à 3%, soit 1 sur 20 postes.3.

Néanmoins, ces taux sont encore loin d'atteindre les 30% requis pour créer une amorce d'équilibre et garantir une participation équitable de tous les citoyens à la vie politique sans distinction de sexes, et encore moins les 50% de l'objectif de parité homme-femme prôné déjà en 1995 par la Convention de Beijing, et soutenu par l'article 12-13 du Protocole Genre de la SADC.

Dans le domaine politique, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à être membres de partis politiques, et rares sont les femmes qui occupent un poste de

³⁴ <https://cforc.social/>

décision au sein de leurs partis politiques, et encore plus rares sont celles qui sont chefs de parti. En 2016, selon le CENI, 7% sont chefs de parti et 15% secrétaires générales. A citer tout de même parmi les figures de la politique actuelle la présidente en ce moment de l'Assemblée nationale, première femme à occuper ce poste et seule femme chef d'institution.

Une autre limite à la représentation féminine dans les postes électifs se rapporte à la faible proportion de femmes qui se portent candidates aux élections. Lors des élections locales de Juillet 2015, cette proportion était seulement de 6,05% (Source CENI-T), il en est de même lors des élections municipales et communales en 2019 où seulement 5.3% des femmes ont été candidates maires et 9.4% candidates conseillères, ce qui témoigne de la difficile accession des femmes aux compétitions politiques³⁵. Pareil lors de la dernière élection présidentielle, 4 étaient les femmes sur 36 candidats ; aucune n'a accédé au second tour de l'élection et elles ont rassemblé au total moins de 5% des voix exprimées. Le manque de confiance en soi des femmes est la principale explication de cette quasi absence de candidatures féminines aux élections.

Enfin, à un niveau qui n'implique plus aussi directement les partis politiques, mais qui revient plutôt à l'ensemble de la population, mais également aux autorités nationales, il y a la sous-représentativité des femmes sur les listes électorales, qui contribue à la faiblesse de la représentation féminine en politique. Les femmes inscrites sur les listes électorales sont moins nombreuses que les hommes, au niveau national, elles ne représentent que 45,96% de l'électorat en 2015 contre 46,2% en février 2020 (Source : CENI-T). Particulièrement, la présence des femmes sur la liste est moins de 40% dans les parties Ouest et Sud-Ouest du pays alors que dans les centres urbains et quelques régions, ce taux dépasse le 50%.

Par ailleurs, plusieurs autres facteurs peuvent être avancés comme le manque de reconnaissance de leurs pairs, le manque de confiance en soi aggravé par les préjugés négatifs envers les femmes qui s'engagent, le poids de ses obligations sociétales qui l'écarte de la vie publique, la croyance de la majorité de la population malgache (62% pour le cas de l'étude Afrobaromètre en 2014) considère les hommes plus aptes à occuper des postes politiques, la difficulté d'accès aux ressources requises pour une candidature surtout pour les femmes qui occupent des emplois pas toujours décents, la réticence causée par la politique jugée « sale » et « violente ».

Quant à la représentation féminine dans les postes de décision nominatifs, les faits ne sont pas favorables. Dans le Gouvernement actuel, il y a six (6) femmes Ministres sur les 23 membres qui le composent, soit un taux de représentation de 26,08%. La participation des femmes au gouvernement accuse une variation significative, alors qu'elle avait atteint un taux légendaire de 27% en 2012 et 18,75% en 2018 ³⁶. Quant aux postes nominatifs au niveau du Sénat, on y retrouve seulement 1 femme parmi les 6 gouverneurs nommés actuellement.

En effet, le Gouvernement d'union nationale de 2012 comptait neuf femmes Ministres sur 34, et elles occupaient des ministères à vocation stratégique, tels que les Mines, la Promotion de l'artisanat, le Commerce, l'Elevage et la Décentralisation, en plus des ministères habituellement dévolus aux femmes comme la Justice, la Population, la Culture et le Patrimoine, la Santé publique qui relèvent plutôt du domaine social. Dans les hautes fonctions de l'Etat, on notera aussi qu'il y avait deux femmes au poste de

³⁵ EISA, (2015), *TDR Appui Technique à la Commission Genre et Développement de l'Assemblée Nationale*.

³⁶ Gender Links, (2015), *Baromètre 2014 de la SADC 2014 sur le Genre et le Développement -Madagascar*, p.9

Secrétaire Général de ministère, respectivement au Ministère des Finances et du Budget, et au Ministère de l'Eau, qui sont des ministères traditionnellement attribués aux hommes. En 2016, 22,9% femmes sont nommées dans les Hauts emplois de l'Etat (secrétaires générales, directeurs généraux et directeurs) postes confondus et qui sont ventilés comme suit : SG 7,0% (5 sur 71), DG 21,3% (44 sur 207) et Directeur 23,9% (333 sur 1393).

Au niveau de la Magistrature, en 2016, on retrouve 51,0% femmes magistrats (450 sur 883) et 51,9% femmes dans les Cours Suprême (82 sur 158). A l'échelon international, en 2016, une femme est nommée ambassadeur à l'étranger s'il n'y a aucune femme malgache en charge d'ambassade ou de représentation à l'extérieur en 2014.

Dans le cadre de cette consultation, 22 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Dans la plupart des régions, des efforts ont été consentis à travers la promotion des organisations féminines pour faire augmenter l'effectif des femmes dans toutes les instances de décision dont dans le gouvernement. Malheureusement, la solidarité entre ces différentes organisations qui promeuvent cette participation est encore à consolider.

Dans le **Vatovavy**, la société civile a trouvé l'inexistence de toute forme de discrimination entre homme et femme, fille et garçon, en particulier les pratiques et croyances qui mettent les femmes en position de subordonnée ; on trouve actuellement dans la région bon nombre de femmes qui assument des postes à responsabilité.

Pour la région **Anosy**, la société civile a constaté des progrès par rapport à cet ODD ont été enregistrés non seulement au niveau national mais aussi régional. En effet, on a augmenté l'effectif des femmes ministres, une direction générale en charge de la promotion féminine a été intégrée dans le Ministère en charge du Genre, une femme est actuellement à la tête du Senat, nombreuses associations de femmes sont constituées et ces organisations ont pris part lors de l'atelier de priorisation des ODD dans les régions Anosy et Androy. Les réalisations suivantes ont été enregistrées grâce à la société civile regroupant des femmes dans la région :

- Mise en place des centres d'écoute suite aux besoins exprimés par la plupart des femmes
- L'assainissement de la ville
- Sensibilisation médiatique sur les droits de la femme et des enfants
- Information et éducation des parents à l'égard des violences faites aux enfants
- Comptage et prise en charge des victimes des catastrophes naturelles
- Participation à la lutte contre le COVID-19 et suivi du budget qui y était alloué
- Sensibilisation citoyenne autour des processus électifs et observation des élections

En dépit de ces avancées, le changement sera encore long sur l'égalité du fait de la persistance de la culture où les hommes dominant et sont écoutés plus que les femmes (société patriarcale). Bon nombre de stéréotypes négatifs pour les femmes persistent encore.

Pour la région **Atsimo Atsinanana**, une série de séances de formation en entrepreneuriat a été réalisée par la Plateforme des Femmes de l'Océan Indien – PFOI à l'endroit des associations féminines ; 68 associations en étaient bénéficiaires de cette action et on leur a fait inscrire en tant qu'association professionnelle au niveau du service de la Fiscalité et du service de la statistique. De la même manière, le Ministère du Travail et des Lois sociales a organisé des formations sur le montage de projet, le développement personnel et la gestion budgétaire pour une vingtaine de femmes entrepreneures. Les trois sacrés meilleurs projets présentés par ces femmes formées ont bénéficié d'un compte personnel ouvert auprès de la Poste avec une somme leur permettant de démarrer et améliorer leur entreprise respective.

Dans la **Haute Matsiatra**, les actions de renforcement de capacité des femmes membres des associations ont progressivement amélioré leurs situations socioéconomiques. Leur participation régulière aux événements marquants comme la journée nationale des femmes rurales et la journée mondiale des femmes a encore contribué à leur émancipation. Cependant, malgré ces atouts et expériences, un nombre considérable de femmes manque encore d'équipements et n'a pas les moyens suffisants pour accéder à ceux-ci. Par ailleurs, sur le plan culturel, on retrouve encore des traditions qui consistent à pratiquer le mariage des jeunes filles (12 ans à peine).

Objectif 6 : Eau propre et assainissement

Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	Taux d'accès à l'eau potable au niveau national Taux de desserte ou couverture en eau potable (au niveau national et par milieu de résidence)
D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquat et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et de celles en situation vulnérable	Proportion de la population utilisant des services d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité
D'ici à 2030, assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient	Pourcentage de bassins hydriques disposant d'un cadre réglementaire

Au niveau mondial, Madagascar reste un des pays où les indicateurs d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont les plus faibles³⁷. Selon les données JMP 2017,

³⁷ Rapport Pays, Programme d'actions d'Istanbul, 2019, p.31

Madagascar est dans les 10 premiers pays au monde où la population s'approvisionne en eau à partir des eaux de surface ou des sources non améliorées. Cela concerne plus de 47 % de la population (comparé à 28.6% en Afrique Sub-Saharienne) et seulement 51% de la population qui utilisent un service d'eau élémentaire (un point d'eau amélioré à 30 minutes aller-retour maximum). La situation est similaire pour l'assainissement où Madagascar est classé au 10ème rang des pays qui pratiquent la défécation à l'air libre avec un taux de 44% soit plus de 11,5 millions de personnes et seulement.

10% de la population qui utilisent des installations d'assainissement élémentaires. Les disparités entre zones rurales et urbaines sont considérables : 86% de personnes en milieu urbain, comparé à seulement 36% en milieu rural, ont accès à un service élémentaire en eau potable et respectivement 6% et 18% pour l'accès à l'assainissement basique en zone urbaine et rurale. Le taux d'accès à l'eau potable a été de 46,54% en milieu urbain contre 17,72% en milieu rural en 2018.

Dans le sud du pays, où sévit une sécheresse d'ampleur de plus en plus sévère depuis quelques années grâce à l'effet El Nino, l'accès à l'eau est une question de vie ou de mort.

Au niveau mondial, Madagascar ne progresse pas en termes d'élimination de la délectation à l'air libre et figure parmi les 4 derniers pays au monde³⁸.

La situation dans les institutions selon le dernier JMP en 2018 montre que 81% des écoles n'ont pas accès à l'eau potable et 31% n'ont pas de toilettes. Cela a un impact négatif sur la santé, l'estime de soi, l'éducation et le bien-être. Selon le JMP dans les centres de santé de 2018, la situation est assez alarmante dans le sens où seulement 5% et 4% des hôpitaux disposent respectivement de l'eau et des toilettes. De plus, selon le Ministère de la santé publique, au niveau des 10 régions du pays dont les données sont disponibles, seuls près de 44% des Centres de santé de base disposent d'eau potable et moins de 60% disposent de latrines améliorées.

A rappeler toutefois que la Stratégie Nationale pour l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène (2013 – 2018) adoptée en 2013, a visé un objectif de 63% d'accès à l'eau et de 99% à l'assainissement en 2018 et de 100% d'accès aux deux jusqu'en 2025.

Concernant le genre, par rapport à leur rôle sociétal, les femmes et les filles sont les plus vulnérables vis-à-vis de ce manque d'eau et d'infrastructures d'assainissement. Elles contribuent deux fois plus que les hommes à la collecte de cette ressource. Ce temps à la collecte n'est pas investi sur des activités génératrices de revenus, sociales ou éducatives.

Dans le cadre de cette consultation, 21 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

De manière globale, les progrès enregistrés dans les régions sont dus à la présence et aux interventions des partenaires techniques et financiers ; face à la limitation de la capacité des dirigeants, les appuis de ces PTF sont toujours pertinents. La situation dans les régions du **grand sud** n'est plus à démontrer car en dépit des efforts menés

³⁸ Idem

par les pouvoirs publics en partenariat avec les PTF, bon nombre de la population n'a pas toujours accès à l'eau potable selon ses besoins et les gens sont obligés d'aller puiser de l'eau de rivière se trouvant à une distance très éloignée de leur domicile. Combiné avec la non disponibilité de nourritures, pas mal de gens notamment les enfants et les plus vulnérables meurent de faim et de soif si aucune mesure d'urgence d'appoint n'est prise.

Dans l'**Ihorombe**, le taux d'accès à l'eau reste encore faible, il est estimé à 20% dans le district d'Ihosy et encore moins de 10% dans les deux autres districts. A Ihosy, 396 communautés réparties dans 7 Communes du District ont atteint le statut FDAL (Fin de la Défécation à l'Air Libre) selon les critères nationaux. Cela constitue 17 876 personnes. En fait, ce résultat a été obtenu grâce au Programme FAA ou Fonds d'Appui pour l'Assainissement, qui avait comme vision « Madagascar un pays modèle sans défécation à l'air libre ».

Dans l'Analamanga, plus précisément dans le district d'Anjozorobe, plus de la moitié du nombre des communes qui le composent n'ont pas accès à l'eau potable. Ces derniers temps, même dans la Capitale, les gens commencent à faire la queue à partir de 2 heures du matin pour ne l'obtenir que vers 9 heures du matin. Cela aura sûrement des impacts sur les conditions de vie de ces familles nécessiteuses.

Dans le **Menabe**, le score est encore au stade du niveau 1 ; en effet, la région se trouve parmi celles qui n'ont que faiblement accès à ces services de base. Durant les séances de démonstration culinaire et les campagnes nutritionnelles, les autorités ont communiqué que la plupart des communautés dans la région boivent encore de l'eau qui contient des matières fécales. Cette situation s'est encore empirée par les effets du changement climatique où toutes les sources potentielles ont tari.

Il est donc devenu primordial l'adoption d'un changement de comportement pour lever les contraintes socioculturelles qui affectent la santé communautaire et entreprendre des activités génératrices de revenus regardantes de l'environnement pour faire face aux effets du changement climatique.

Dans la **Haute Matsiatra**, le scoring est de 2 sur 5. Grâce au secteur privé et quelques OSC, beaucoup d'infrastructures comme les bornes fontaines permettant d'avoir accès à l'eau ont été mises en place dans la région.

Pour la région **Vatovavy**, en collaboration avec le Ministère de l'Eau, des actions de sensibilisations ont été faites pour que chaque ménage dispose d'une latrine afin d'éradiquer la pratique de défécation à l'air libre ou dans la mer ou encore au bord de la mer (notamment dans le district de Mananjary). Ces actions nécessitent actuellement un suivi et un rapportage sur les résultats.

Concernant la région **Atsimo Atsinanana**, la société civile a enregistré le fait d'accéder à l'eau dans plusieurs communes grâce à la collaboration du Ministère en charge de l'eau et l'Unicef. Puis en termes d'accès à l'assainissement, trois Communes ont été certifiées pour avoir été parvenues à mettre fin à la défécation à l'air libre (FDAL). Cette situation a donc contribué à l'amélioration de la santé communautaire.

Dans le **Boeny**, plusieurs fokontany réparties sur plusieurs Communes ont été dotés d'infrastructures d'eau ayant permis aux communautés d'avoir accès à l'eau potable et d'améliorer leur bien-être. Cette situation a été obtenue grâce à la collaboration de toutes les parties prenantes (Etat, PTF, OSC, secteur privé, communautés). En conséquence, de 2015 à 2020, l'accès à l'eau potable est passé de 25% à 47%.

l'accès au service d'assainissement est amélioré de 25% à 46% et enfin, l'adoption de la pratique de la non-défécation à l'air libre est passée de 60% à 68%. A noter que le taux d'accès au service d'eau et assainissement a particulièrement baissé en 2017 pour plusieurs raisons dont la détérioration des installations et de la qualité d'eau.

Objectif 7 : Energie propre et d'un coût abordable

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et renouvelables à un coût abordable

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.	Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres Taux d'accès de la population à l'électricité au niveau national (%)
D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial.	Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie Part des énergies dans le mix électrique en électrification rurale (en termes de capacité installée) (%)
D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique.	Intensité énergétique

Le secteur énergétique à Madagascar dispose d'une forte potentialité mais le taux d'accès à l'électricité n'est que 15,2% (l'un des plus bas au monde)³⁹.

Faisant partie du socle d'Emergence, la PGE prévoit de par son axe stratégique n°2 Emergence environnementale et développement durable ». En fait, le pays est très reconnu par sa richesse en écosystème et en biodiversité ; les services écologiques fournis par cette richesse font bénéficier à plus de 80% de la population malgache qui vivent en milieu rural et des ressources naturelles comme moyens de subsistance (source de nourriture, énergie domestique, matériaux de construction, médecines traditionnelles, etc.). A cause de plusieurs facteurs dont les principaux concernent les besoins en terre pour l'agriculture et les besoins en énergie surtout pour les centres urbains, cette richesse tend à disparaître. En effet, depuis 1950, les ressources forestières ont fortement diminué de presque la moitié (plus de 40% entre 1950 et 2000) et ces derniers temps (entre 2000 et 2010), le processus de destruction se voit être accéléré (4,3%, FAO) si aucune mesure appropriée n'est prise. Selon l'EPM/INSTAT en 2010, une étude a estimé que le bois énergie (bois de feu et charbon de bois) représente 93% des approvisionnements énergétiques à Madagascar et est utilisé par 82% des ménages malgaches.⁴⁰

³⁹ Programme Pays, Appui à l'Emergence Industrielle de Madagascar 2019 – 2023, p.11

⁴⁰ Rapport Pays, Programme d'actions d'Istanbul, 2019, p.35

Face à cette perte de richesse et en l'absence de sources d'énergies alternatives accessibles et pratiques innovées, le bois de chauffe et le charbon de bois garderont leur prédominance encore pour longtemps, affectant davantage les femmes : la cuisson des repas leur revient (en tant que mères ou aides familiales), les exposant à la nocivité des fumées de combustion du bois de cuisson et au risque accru d'exposition aux VBG pour la collecte de bois de chauffe, de plus en plus coûteux en ressources-temps (éloignement progressif des lieux de collecte) en milieu rural.⁴¹

Dans le cadre de cette consultation, 09 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

De manière générale, le pourcentage des foyers qui ont accès à l'électricité est encore très faible par rapport au nombre total de foyers. Particulièrement, le grand fournisseur d'électricité « Jirama » n'arrive toujours pas à solutionner les problèmes des ménages ; même si les coûts semblent onéreux pour tout le monde, le délestage persiste au niveau des villes. Divers programmes d'électrification en milieu rural à travers la production d'énergie renouvelable sont initiés par le gouvernement et le secteur privé mais beaucoup restent à faire aussi bien pour l'installation des infrastructures nécessaires que pour la persuasion de la population à s'investir dans l'abonnement et le changement de mode de consommation pour rentabiliser les investissements réalisés dans ce domaine.

Un essai de partenariat public-privé a été initié cette année entre le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), le ministère de l'Economie et de Finance (MEF) et le Comité malgache du butane (CMDB) afin rendre accessible à tous le gaz butane à l'avenir accessible à tous et notamment pour réduire l'utilisation du charbon et des bois de chauffe et diminuer la déforestation. Sur le marché local, la réduction du prix de cette ressource a été constatée mais malgré cela, pour la majorité des gens, le gaz est encore perçu comme un produit de luxe hors portée du pouvoir d'achat de la majorité.

La société civile dans l'**Alaotra Mangoro** et dans certaines régions comme celle dans l'**Atsinanana** s'est proposée de mettre en place un système permettant de produire davantage d'énergie afin d'intensifier la productivité et la production agricole et para-agricole notamment en milieu rural. Cela va ainsi permettre de développer des activités d'entreprises de transformation ou de production de matières premières qui vont par la suite offrir une opportunité d'emplois pour la communauté.

Objectif 8 : Travail décent et croissance économique

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Libellé	Indicateurs
Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un	Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi

⁴¹ Profil Genre Pays, BAD, 2017

Libellé	Indicateurs
taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7% dans les pays les moins avancés	
Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main d'œuvre	Indice de productivité industrielle / Manufacturière
Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et encouragent l'officialisation et la croissance de microentreprises et de petites et moyennes entreprises, y compris par l'accès aux services financiers.	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles, par sexe
D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif en garantir un travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, et une rémunération égale pour un travail de valeur égale	Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et type de handicap Taux de chômage, par sexe, âge et type de handicap
Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes	Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge
D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total

Le secteur de l'emploi a été directement affecté par la crise sociopolitique. Celle-ci a entraîné une récession économique, des pertes d'emplois, une précarisation des emplois et une vulnérabilité croissante des travailleurs. On assiste à une forte détérioration des indicateurs de l'emploi avec la multiplication des emplois précaires

touchant davantage les femmes⁴². La cohorte annuelle des nouveaux entrants sur le marché du travail est estimée à 498 000 individus⁴³, rendant compte des défis à relever pour la création d'emplois notamment pour les jeunes et les femmes.

L'économie malgache est dominée à 93,4% par les activités informelles où exercent 98,3% des personnes non éduquées et 90,4% des sortants du premier cycle du secondaire. Plus l'individu est éduqué, moins il exerce dans le secteur agricole et aspire à d'autres emplois notamment dans le secteur tertiaire (16,7%) constitué principalement par le commerce et les services sociaux, ainsi que l'administration publique⁴⁴. Plus de 400 000 jeunes atterrissent chaque année sur le marché du travail, mais au moins 75 % d'entre eux se retrouvent tous dans l'informel.

Dans le cadre de cette consultation, 16 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Globalement, le taux de croissance économique de Madagascar est actuellement aux environs de -3%, ce qui veut dire que la promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et axée sur le long terme est loin d'être assurée. Au contraire, l'économie de Madagascar est actuellement en danger. De par cette situation, le pays est actuellement classé parmi les 10 derniers pays dans le monde en termes de revenu réel par tête. A cause de la pandémie du covid 19, comme les autres pays, bon nombre d'employés dans les entreprises qui assurent la création de richesses dans le pays ont perdu leur travail et entraîne une hausse vertigineuse du taux de chômage.

Pour la région **Menabe**, le score au niveau de cet ODD se trouve au stade 1. En fait, d'après les OSC, la majorité des populations sont agriculteurs et vivent en brousse. L'insécurité rurale combiné aux impacts du changement climatique renforce leur vulnérabilité économique. Ainsi, ils ne peuvent pas travailler sereinement et ne peuvent même pas couvrir leurs besoins ainsi que ceux de leurs familles. La plupart des intervenants dans la région se lancent plutôt dans la mise en œuvre des actions de formation mais très rares sont ceux qui apportent des appuis concrets comme les équipements et le capital de production.

Dans la **Haute Matsiatra**, à part le chef-lieu de l'ex-Province, les 6 autres districts sont dépourvus d'entreprises dont la création de celles-ci pourrait considérablement absorber les 30 000 jeunes diplômés en quête d'emplois ; il est maintes fois dit que le chômage est l'un des facteurs sources d'insécurité dans le pays.

Au même titre que les employés et travailleurs dans d'autres secteurs, les agriculteurs auraient aussi eu besoin d'un programme de protection sociale pour les épargner contre toute sorte de fléaux naturels tels que l'inondation et la sécheresse.

Dans le **DIANA**, des progrès ont été enregistrés même relativement modestes entre 2015 et 2018 grâce aux produits de rente (vanille, etc.) ; cependant, à partir de l'avènement des dirigeants actuels, tout a basculé et la productivité est en totale

⁴²Gender Links, (2015), Baromètre 2014 de la SADC 2014 sur le Genre et le Développement -Madagascar, *selon une Enquête nationale BIT/PNUD en 2011*, p.96

⁴³ Direction des Statistiques et de la Comptabilité Douanière, 2016

⁴⁴République de Madagascar, (2016), *Rapport d'état du system éducatif malgache, une analyse sectorielle pour instruire un nouveau plan sectoriel de l'éducation 2017-2021, (RESEN)*, p.182

régression. Quant au commerce et concernant le développement du secteur privé, aucun progrès n'a été remarqué sauf que pour les entreprises de distribution et immobilières dont la majorité sont détenues par des étrangers (indopakistanaïes).

Objectif 9 : Industrie, innovation et infrastructure

Mettre en place une infrastructure résistante, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Libellé	Indicateurs
Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable, fiable durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable.	Taux de désenclavement
Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés	Proportion du secteur industriel par rapport au PIB
Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration au sein des chaînes de valeur et des marchés	Part des petites entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie (incluant les coopératives)

Le secteur privé malgache reste peu développé, malgré les réformes entreprises au cours des dernières années. Le secteur privé se caractérise à plus de 80% d'entreprises informelles de très petites tailles qui participent très peu à des activités transformatrices⁴⁵. Il repose ainsi sur des services et l'agriculture traditionnelle qui génèrent de faibles valeurs ajoutées. L'industrie qui représentait 24% du PIB en 2019, est dominée à 32% par le poids des entreprises de la zone franche industrielle et à 16% par le poids des industries extractives.

Dans le cadre de cette consultation, 06 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC, les facteurs ayant contribué aux améliorations, les défis à relever

De manière générale, la promotion de l'industrialisation s'effectue surtout par le biais du partenariat public-privé. Il en est de même quant à l'innovation et la promotion de

⁴⁵ Rapport de la BAD, Note de diagnostic pays (NDP), juillet 2021

l'entreprenariat qui sont stimulés à travers le Programme présidentiel « Fihariana » mené dans tout le territoire.

Dans l'**Anosy**, l'amélioration de la situation en lien à cet ODD a été remarquable grâce à la présence de la compagnie d'extraction minière, sans prendre en considération les impacts sur l'environnement proprement dit. Au vu des efforts enregistrés, la société civile accorde un score 3 sur une échelle de 5 tandis qu'au vu des résultats, ce score reste modeste s'élevant à 2,5.

Pour la société civile de la région **Melaky**, l'atteinte de cet ODD va dans le bon sens en ce sens que le régime actuel mise sur la promotion d'infrastructures publiques ou communautaires respectant les normes comme les gymnases, les terrains de sport, etc. Cependant, la société civile se fait de souci par rapport au fait que ces initiatives sont pertinentes au vu des autres priorités socioéconomiques.

Objectif 10 : Inégalités réduites

Réduire les inégalités à l'intérieur et entre les pays

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre	Proportion de personnes vivant avec un revenu de plus de 50% inférieur au revenu moyen, par âge, sexe et handicap

La majorité des ODD contribuent à cet objectif n°10 dans la mesure où il concerne notamment les besoins socioéconomiques de la population. En effet, il touche l'accès aux services sociaux de base : santé, eau potable, électricité, le système éducatif de qualité, la faim éliminée.

Le PIB par habitant, les salaires, les revenus, les richesses, la consommation sont les indicateurs les plus étudiés pour estimer les inégalités qui existent entre les catégories sociales. Selon l'INSTAT en 2016, 93,7 % de la population malgache, vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire, avec un revenu de moins de 2 \$ par jour ; les ménages ruraux vivent en grande partie dans l'extrême pauvreté, avec un revenu de moins de 1 \$ par jour.

Le pays vit sous un paradoxe en ce sens où l'on y trouve toute une richesse relative à la biodiversité alors que la population se classe parmi les pays les plus pauvres de la planète. En d'autres termes, l'inégalité dans le pays est de manière générale la conséquence de la concentration du capital dans quelques mains, auquel cas la taxation et la redistribution du capital pourraient y mettre fin.

Le système fiscal malgache est en règle générale basé sur le système déclaratif qui accorde au contribuable les soins, non seulement de déclarer leur chiffre d'affaires, revenu ou bénéfice imposable, mais aussi de calculer ou liquider les impôts ou taxes dus et de les verser au centre fiscal compétent. Dans le secteur formel, le code général des impôts prévoit un système de pression fiscale qui tient compte des

inégalités au niveau des revenus ; par contre dans l'informel et en particulier dans le monde rural, la situation de chômage est un facteur entraînant les inégalités et par conséquent la pauvreté. Il s'avère donc primordial d'analyser la situation des inégalités puis identifier et prendre ainsi des mesures appropriées dont la répartition des richesses afin de ne pas aggraver encore plus la situation.

Dans le cadre de cette consultation, 11 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Par rapport à cet ODD, la société civile trouve que nombre d'interventions dont en termes d'infrastructures, d'appuis sociaux, menées dans les régions du Sud (notamment Menabe, Sud-Ouest, Androy) sont très disparates, d'où l'apparition d'un certain nombre de phénomènes de migration générant ainsi des perturbations aussi bien socio-économiques qu'écologiques dans ces zones. Au vu des actions réalisées dans ces localités, le gouvernement central risque de laisser de côté les autres régions en termes de besoins prioritaires. Donc, il a été suggéré qu'on adopte la décentralisation effective, on applique le principe d'équité dans la répartition du budget de l'Etat tout en prenant en considération les priorités de chaque région.

De la même manière, l'atteinte de cet ODD dans le pays nécessite de voir de près les besoins en termes de développement des gens qui vivent dans le monde rural. On cite en occurrence la mobilisation des experts vers le milieu rural, la multiplication des investissements qui contribuent effectivement à la fluidité des biens et des personnes venant du monde rural.

Objectif 11 : Villes et communautés durables

Créer des villes et des établissements humains ouverts à tous, résistants et durables.

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquat et sûr, à un coût abordable, et assainir les quartiers des taudis	Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis et des implantations sauvages
D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière étant accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées	Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par groupe d'âge, sexe et type de handicap
D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification de gestion participative,	Proportion de villes dotées d'une structure de participation directe de la société civile à la gestion et à

Libellé	Indicateurs
intégrée et durable des établissements humains dans tous les pays	l'aménagement des villes, fonctionnant de façon régulière et démocratique
Redoubler d'efforts pour protéger et préserver le patrimoine culturel et naturel mondial	Dépenses totales (publiques et privées) par habitant consacrées à la préservation, à la protection et à la conservation de l'ensemble du patrimoine culturel et naturel, par type de patrimoine (culturel, naturel, mixte, inscrit au patrimoine)

Par rapport à cet objectif, le projet du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation soutenu par la Banque Mondiale à travers le Fonds de Développement Local (FDL) et le Programme d'Appui à la Performance du Secteur Public appuie tous les ans (dont 2021, pour la 4^{ème} vague de financement) 200 communes qui ont rempli les critères d'éligibilité prévus, à raison de 30 millions d'ariary chacune.

Ce fonds doit permettre à la Commune bénéficiaire de financer l'ensemble du corps d'ouvrages, des dispositifs sectoriels, de la prestation intellectuelle et des taxes. En effet, la plupart des projets consiste à financer les travaux de réhabilitation ou de construction d'infrastructures publiques qui répondent aux besoins de la population telles que des bureaux des communes et des fokontany, écoles publiques, centres de santé de base, des pistes rurales, des marchés etc...

Afin de garantir la réussite de la gouvernance de ce fonds, les dirigeants des Communes ont bénéficié des actions de renforcement de capacité sur la maîtrise d'ouvrage entre autres.

Dans le cadre de cette consultation, 07 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC, les facteurs ayant contribué aux améliorations, les défis à relever

Dans la région **Anosy**, au vu des efforts enregistrés, la société civile accorde un score 3 sur une échelle de 5 tandis qu'au vu des résultats, ce score reste modeste s'élevant à 2,5.

Objectif 12 : Consommation et production responsables

Assurer une consommation et des modèles de production durables

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	Nombre de nouveau transfert de gestion des ressources naturelles y compris des plans d'eau effectués
D'ici à 2030, réduire nettement la production de déchets par la	Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés

Libellé	Indicateurs
prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation.	
D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature.	Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable y compris l'éducation aux changements climatiques dans les politiques nationales d'éducation, les programmes d'enseignement, la formation des enseignants et l'évaluation des étudiants

Cet objectif est à la base de la lutte contre le changement climatique. Des efforts et des résultats palpables ont été enregistrés grâce aux différentes interventions dans le domaine du transfert de gestion des ressources naturelles renouvelables et la gestion des Aires protégées. La démarche intersectorielle responsabilisant la communauté locale impliquant les hommes, les femmes et les jeunes a été adoptée pour garantir la durabilité du processus. De 2015 à 2020, le nombre de transferts de gestion des ressources naturelles est passé de 22 à 117 avec une cible de 900 d'ici 2030.⁴⁶

La plupart des textes en vigueur promettent la participation inclusive de la communauté dans la gouvernance des ressources naturelles telle qu'à travers le transfert de la gestion des ressources naturelles. La loi 96-025 du 30 Septembre 1996 (connue sous le nom de GELOSE ou Gestion Locale Sécurisée) constitue le cadre juridique des transferts de gestion des ressources naturelles renouvelables aux communautés locales. Son principal objectif est de transférer la gestion de ces ressources, de l'État vers les communautés locales, et ceci dans le but de les protéger plus efficacement. Pour l'heure, les ressources forestières sont les plus touchées par ces contrats de gestion contractualisée. Le transfert de gestion des ressources naturelles de l'État aux populations s'effectue suivant un contrat tripartite entre la communauté de base locale, la commune et le service des Eaux et Forêts (tutelle technique des ressources)

A priori, on reconnaît la performance de la législation en gouvernance environnementale mais dans la pratique les ressources se font de plus en plus rares du fait de la présence des actes de transgression qui ont un lien avec la défaillance du système juridique et aussi des facteurs socioéconomiques. En effet, les actes de violation et la pression humaine ne cessent de croître à cause de la pauvreté combinée à l'augmentation des besoins liée au phénomène démographique alors que l'application des sanctions y afférentes connaît encore beaucoup de limite.

⁴⁶ Rapport National Volontaire, juillet 2021

Dans le cadre de cette consultation, 10 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Grâce aux appuis des différents projets œuvrant dans la gouvernance environnementale, les communautés structurées et formées en communauté de base ou VOI ont essayé suivant un contrat de gérance d'assurer la protection et la gestion des ressources naturelles. Suivant les capacités et la motivation des dirigeants et membres de ces structures communautaires, les résultats sont très dispersés.

Objectif 13 : Mesure relative à la lutte contre les changements climatiques

Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses impacts

Libellé	Indicateurs
Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.	Proportion des localités adoptant au moins une activité d'adaptation et résilience au changement climatique
Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationale	Nombre de politiques, plans, programmes et projets sectoriels intégrant la dimension changement climatique

L'Etat, les partenaires au développement et les organisations internationales reconnaissent le rôle des femmes en particulier des femmes rurales dans le développement socioéconomique. Toutes les conférences internationales, de Rio à Beijing, en passant par Copenhague rappellent avec force que les droits de la femme font partie intégrante des droits de l'homme. D'ailleurs, le pays a adhéré à l'Accord de Paris (ADP), issu de la 21^e Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) qui stipule entre autres que « les parties reconnaissent que l'action pour l'adaptation devrait suivre une démarche impulsée par les pays, sensible à l'égalité des sexes, participative et totalement transparente, prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables, ... »,

Sur le plan national, l'IEM prévoit une opportunité pour la promotion de la participation de la femme dans la gouvernance des ressources naturelles et entreprendre des activités regardantes de l'environnement, et ce, à travers plusieurs objectifs comme son objectif stratégique 20. « Renforcer la production énergétique et l'accès à l'énergie » qui vise à mettre en œuvre la politique énergétique incluant la promotion de la transition énergétique de bois-énergie en bioéthanol avec le PAESFA (Pan African Ethanol Stoves and Fuel alliance) ainsi que son objectif 23. « Préserver les ressources naturelles et l'environnement ».

Ainsi, à travers plusieurs textes et stratégies découlant des conventions ou directives, adoptées au niveau des Nations Unies et des organisations internationales, le Ministère en charge de l'environnement et de ses partenaires se déploient pour impliquer aussi

bien les hommes que les femmes dans la gouvernance environnementale à travers le transfert de la gestion des ressources naturelles, la participation à la lutte contre les feux de brousse, la restauration des mangroves et des paysages forestiers. En dépit de cela, les pressions sur certaines ressources comme les ressources forestières continuent de s'amplifier du fait des besoins quotidiens des ménages en énergie, habitat, alimentation, santé, etc. et notamment des besoins fonciers pour l'agriculture et l'élevage. Ces facteurs sociodémographiques, qui sont, depuis un certain temps, combinés aux phénomènes de changements climatiques ne font qu'aggraver la perte considérable des ressources environnementales dont les conséquences sont très palpables sur les activités et conditions de vie humaine. Les impacts peuvent être des modifications du calendrier culturel, migration des vecteurs de transmission de certaines maladies, perte ou diminution des rendements agricole (agriculture, élevage et pêche), menace sur la sécurité alimentaire et la nutrition, etc.

Ainsi, ces impacts affectent sans distinction tous les secteurs de développement. Les différences entre les hommes et les femmes dans leurs rapports avec leur environnement, les différences dans la composition des secteurs économiques et l'accès inégal aux ressources et aux prises de décision entre hommes et femmes, montrent toutefois que ces impacts ne sont pas uniformes.

En effet, du fait de la rareté des ressources, les familles sont obligées de consacrer davantage de temps pour les avoir loin des lieux d'habitation. Les filles/femmes ainsi que les enfants en sont les plus affectés par exemple pour la recherche d'eau ou de bois de chauffe, activités souvent attribuées à ceux-ci. Très souvent, toute une communauté serait dans l'obligation de migrer et pire encore car les conditions de vie deviendront de plus en plus précaires et les personnes vulnérables seront encore fortement exposés à toute une sorte d'insécurité qui pourraient même toucher leur dignité humaine (pas d'accès à l'eau et assainissement, ni aux soins de santé, risque de violence et de maladie, etc.).

Pour y faire face, beaucoup de réflexions et actions ont été menées et d'autres sont en cours à l'instar du projet Partenariat Multi-Acteurs sur le Financement et l'assurance des Risques Climatiques et des Catastrophes (MAP CDRFI). C'est un projet multi-pays entrant dans le cadre du Partenariat mondial InsuResilience (IGP) et fait partie du volet résilience et adaptation issu du cadre du Sommet Action Climat des Nations Unies en 2019.⁴⁷ Le Partenariat mondial InsuResilience a été officiellement lancé lors de la COP 23 sur le climat en Novembre 2017. L'objectif était de créer une initiative mondiale V20⁴⁸ - G20⁴⁹ avec une approche basée sur les besoins, pour accroître la résilience des personnes les plus pauvres et vulnérables. Outre les pays du G20 et du V20, il rassemble la société civile, les organisations internationales, le secteur privé et le milieu universitaire.

Le projet MAP InsuResilience, mis en œuvre par CARE International et SAF FJKM, cherche la synergie avec les actions déjà développées en matière de réduction des risques et des catastrophes et de lutte contre le changement climatique. À Madagascar, les premiers projets initiés intégrant le financement et l'assurance des

⁴⁷ Etude de référence sur la dimension genre relative au financement et à l'assurance des risques climatiques et de catastrophes (CDRFI) à Madagascar, 2021 - Projet MAP INSURESILIENCE

⁴⁸ V20 : Groupe réunissant les 20 pays les plus vulnérables aux changements climatiques, comprenant l'Afghanistan, le Bangladesh, la Barbade, le Bhoutan, le Costa Rica, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Kiribati, Madagascar, les Maldives, le Népal, les Philippines, le Rwanda, Sainte-Lucie, la Tanzanie, le Timor-Oriental, Tuvalu, Vanuatu et le Vietnam

⁴⁹ G20 : Groupe de 19 États et de l'Union Européenne, réunissant les économies les plus développés du monde

risques climatiques et des catastrophes sont source d'inspiration, comme ceux soutenus par l'African Risk Capacity (ARC), la GIZ et le PAM, en appui au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP).

D'après l'étude menée par l'ONG C-For-C en 2019 dans le Menabe sur les pratiques néfastes aux droits de la femme et à la situation de la femme dans la Région, trois constatations majeures ont été ressorties : i) la place de la femme dans la société se limite à donner naissance et prendre soin des enfants, le travail domestique comprenant l'entretien du ménage, la préparation du repas, collecte d'eau et bois ainsi que les soins de santé apportés aux différents membres de la famille ; ii) par rapport à la propriété, les biens appartiennent aux pères de familles en général, surtout les terres, les maisons... et iii) la place de la femme dans la société est une place de soumise et de subordonnée. Elle ne jouit pas de son droit même des droits les plus basiques⁵⁰.

Outre cette vulnérabilité, les femmes sont aussi victimes des conséquences du changement climatique. L'agriculture et la pêche, principales activités des familles sont très touchées par ce phénomène et a une conséquence lourde sur le revenu des familles et aussi sur la situation sanitaire des femmes et des enfants. Si les hommes sont capables de déménager facilement à cause de ces catastrophes, parce que c'est plus facile pour eux de trouver du travail ailleurs ; les femmes quant à elles ne peuvent pas laisser tomber leurs familles et doivent rester dans le village⁵¹. En outre, si le changement climatique engendre un taux élevé d'inondation, qui pousse les familles à déménager. L'étude a mentionné que ces situations augmentent inéluctablement le risque de viol et de violence sexuelle envers les femmes et les filles.

Par rapport au programme d'action de Beijing, la société civile a élaboré un rapport alternatif sur l'avancement de la prise en compte du genre par rapport aux 13 domaines thématiques dont le genre et le développement durable et recommande plus de reconnaissance quant aux rôles des femmes surtout les rurales dans la gouvernance environnementale.

Dans le cadre de cette consultation, 27 OSC différentes se sont exprimées et réalisent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

D'abord, les efforts de l'autorité compétente ont été manifestes pour honorer l'engagement de l'Etat et remplir les promesses des dirigeants politiques tout en s'alignant aux différents engagements internationaux. L'initiative pour promouvoir l'accès des ménages aux énergies renouvelables en est une des preuves. En effet, dans la Loi des Finances Initiale 2021, la TVA sur le gaz butane est passée de 20% à 5% la TVA.

Toutefois, d'après la société civile, l'administration centrale et notamment leurs démembrements n'ont pas les ressources suffisantes pour assurer ces engagements entre autres le reboisement pour rendre plus vert le territoire national. En effet, chaque année, des efforts sont menés par les services publics pour distribuer des milliers de jeunes plants. Dans le **Nord**, depuis 2 ans, il y a eu augmentation de la superficie

⁵⁰ <https://cforc.social/>

⁵¹ Idem

reboisée mais les actions de suivi et d'entretien font toujours défaut. Chez les jeunes dont ceux/celles dans le **Vatovavy** et dans le **Sofia**, leur participation à chaque campagne a été louable, des sensibilisations médiatiques ont été réalisées sur les bienfaits du reboisement ainsi que les inconvénients de la déforestation. La région recommence à l'heure actuelle à être recouverte de forêts et d'espaces verts⁵².

Aussi, selon les OSC, ces actions sont presque perçues comme des gestes politiques et il en manque davantage d'actions de suivi et d'entretien des réalisations.

En complément et en synergie avec les différentes actions déjà initiées, la région **DIANA** avec les différents acteurs projette en 2022 de mettre en place et en œuvre un programme spécifiquement axé sur la lutte contre le changement climatique. Il en est de même pour la région **Alaotra Mangoro**, la mise en marche du Programme REDD+ s'avère indispensable en ce sens que c'est un mécanisme d'atténuation du changement climatique consistant à rémunérer les efforts de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts ; il y a également la mise en œuvre des politiques sur l'augmentation des surfaces de reboisement régional et national ; au niveau scolaire, l'introduction du programme environnemental dont sur le changement climatique devra être encouragée.

En partenariat avec les parents d'élèves et d'autres entités, la mise en place dans des établissements scolaires des CLUBS VINTSY qui sont appelés à organiser des activités environnementales au niveau scolaire. Il a été soulevé en effet que pour avoir un bon résultat, il faut que la sensibilisation commence au niveau des élèves et c'est là par la suite que leurs parents reçoivent des informations et éducations sur la protection de l'environnement.

Par ailleurs, au niveau du personnel du Ministère, l'adoption du principe sur l'obligation des résultats peut être envisagé pour garantir davantage d'efficacité dans les interventions.

Dans le **Melaky**, les progrès enregistrés résultent de l'implication de toutes les entités concernées au reboisement et à la restauration des mangroves ; ces actions ont été poursuivies d'actions d'entretien des plantations et plus particulièrement d'actions de lutte contre les feux de brousse et de sauvegarde environnementale.

Objectif 14 : Vie aquatique

Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2025, prévenir et réduire sensiblement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités, y compris les déchets marins et la pollution des nutriments	Indicateur du potentiel d'eutrophisation côtière (ICEP) et densité des débris de plastiques flottant en surface des océans
D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience	Proportion de zones économiques exclusives nationales gérées en

⁵² Slogan : 1 jeune plant reboisé/mois/personne

Libellé	Indicateurs
afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et de prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans	utilisant des approches écosystémiques
D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir une production durable maximale compte tenu des caractéristiques biologiques	Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable

Les principaux écosystèmes marins et côtiers comprennent les mangroves, les récifs coraliens, les lagunes, les plages sableuses, les plages de galets et les affleurements rocheux. Selon l'ENV présenté en juillet 2021, la superficie des aires protégées marines a augmenté de 634 612 ha en 2016 à 1 076 822 ha en 2018. Ce progrès est essentiellement dû à la nouvelle approche de partenariat avec les communautés territoriales et autres parties prenantes appliquée depuis 2018 et adoptée par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Dans le cadre de cette consultation, 06 OSC différentes se sont exprimées et réalisent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

Dans le **Nord**, suite à la fermeture des établissements hôteliers, l'effectif des pêcheurs locaux ont eu tendance à se multiplier. Cette situation a déjà perturbé le programme d'exploitation des ressources marines mis en place par les autorités compétentes. D'ailleurs, il est constaté l'existence de pêcheurs migrants qui sont venus s'installer dans la région et concurrencer illicitement les acteurs locaux.

Dans le **Melaky**, les ressources marines sont préservées grâce à la mise en place des aires protégées marines et l'existence des différents projets et intervenants tels que le WWF, les ONG internationales dont Blue Ventures, Swiofish 2, les associations locales, les plateformes de protection des ressources marines, etc.... La collaboration entre les associations des pêcheurs traditionnels et l'ONG Blue Ventures a aussi connu ses fruits dans la région.

Objectif 15 : Vie terrestre

Protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, stopper et inverser la dégradation des terres et stopper la perte de biodiversité

Libellé	Indicateurs
D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.	Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées (par type d'écosystème) (ha) Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre
D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître nettement le boisement et le reboisement au niveau mondial	Proportion d'Aires protégées disposant d'un résultat de suivi écologique
D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres.	Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées
Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction.	Indice de la liste rouge

Selon l'ENV présenté en juillet 2021, la superficie reboisée passe de 45 003 ha en 2020 contre 4 736 ha en 2016. La surface des aires protégées terrestres a également connu un accroissement. Elle est de 7 099 000 ha en 2020 contre 7 000 828 ha en 2016. Le pays s'est engagé à atteindre la neutralité de la dégradation des terres dans la lutte contre la désertification. Toutefois, le taux de déforestation reste élevé. 905 000 ha de forêts primaires humides ont été perdues de 2002 à 2020.

Dans le cadre de cette consultation, 12 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC, les facteurs ayant contribué aux améliorations - les défis à relever

Dans le **Menabe**, la mauvaise gouvernance vue à travers l'accaparement et l'exploitation abusive par des minorités des richesses dont les ressources naturelles, minières, foncière parfois sans retombée économiques pour le pays ou au moins pour

la région rendent encore plus pauvre les communautés rurales. Dans cette même région, le phénomène de migration de la population en provenance des régions du Sud affecte beaucoup l'intégrité sociale. En fait, les soi-disant immigrants, pour assurer leur survie, effectuent des actes de défrichage et d'autres actions qui ne font que dégrader la qualité des sols. Outre les conflits sociaux éventuels, ce genre de situation, malgré la pluralité des intervenants de développement (aussi bien locaux qu'étrangers), entraîne une fragilité de la productivité dans l'ensemble de la région.

Dans la **Haute Matsiatra**, la gouvernance des ressources naturelles nécessite beaucoup d'efforts surtout de la part de l'administration publique, d'où le scoring « 1 » au niveau de cet ODD. Les dirigeants servent toujours des modèles pour la société. Transparence, accès aux bénéficiaires, à la prise de décision, etc. sont autant d'aspirations de la communauté à travers la société civile. Des mesures de sanction devraient être prévues et appliquées à toutes les infractions identifiées.

Il reste donc à voir de près le redressement de la gouvernance de ces ressources. Le Ministère en charge de l'environnement et du développement durable ne peut plus tout seul l'assurer, la concertation avec d'autres acteurs clés s'avère indispensable. La promotion de la mise en place des cellules de protection de l'environnement au niveau des entités à proximité des communautés serait un bon exemple ou encore la promotion des réseaux de protection des ressources naturelles, à l'instar du réseau thématique dans l'Anosy ou la plateforme des OSC-E dans le Nord. L'application des textes qui prévoient des sanctions sur mesure devra être effective.

Par ailleurs, comme alternative à toute acte destructeur des ressources, la mobilisation et l'engagement de vrais professionnels œuvrant dans le domaine de l'agribusiness, ou dans l'économie bleue ou l'économie verte, voire l'industrialisation est à encourager. La facilitation ou la simplification des procédures pour ce faire devra s'imposer.

Dans le **Melaky**, les communautés sont conscientes des effets néfastes de la destruction des ressources naturelles et surtout que la protection des écosystèmes favorise l'écotourisme et constitue dans ce cas une source de devises très importante. Beaucoup d'efforts sont déployés dans ce domaine par plusieurs acteurs tels que le Madagascar National Park, le BCM, la Conservation International, l'ONG Fanamby, les associations/ONG, des communautés de base intervenant dans la région. En collaboration avec la DREDD Melaky, plusieurs hectares de terrains dénudés ont pu être reboisés, ainsi que plusieurs hectares de mangroves. Par ailleurs, les états des différents écosystèmes terrestres de l'aire protégée Tsimembo - Manambolomaty sont maintenus grâce à la collaboration des 7 communautés de base (VOI) et le projet initié par Peregrine Fund.

Objectif 16 : Paix, justice et institutions efficaces

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

Libellé	Indicateurs
Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.	Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente pas de risques

Libellé	Indicateurs
Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite, à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.	Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans
Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice.	Proportion de victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus Proportion de la population carcérale en instance de jugement Nombre de vindictes populaires enregistrés
D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée	Valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants (en dollars des États-Unis courants)
Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes	Indice de Perception à la Corruption
Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux	Proportion de la population dont la dernière expérience avec les services publics a été satisfaisante
Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décision	Répartition des postes (par sexe, âge, type de handicap et groupe de population) dans les institutions publiques (organes législatifs, services publics et organes judiciaires aux niveaux local et national), par rapport à la répartition nationale

Globalement, les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics restent encore inefficaces en raison notamment du phénomène de la corruption au niveau des services de la gendarmerie, de la justice et de la police. Cette situation est attestée par le rapport 2015 du Bureau Indépendant Anti-Corruption, où les services de la gendarmerie et de la justice sont cités parmi les secteurs décriés en matière de pratique de corruption.⁵³

Le score mondial de Madagascar sur l'Indice de Perception à la Corruption ne s'est pas amélioré pour la période allant de 2013 à 2015, stagnant à 28 sur 100 pour accuser

⁵³ Rapport Pays 2018 – Programme d'actions d'Istanbul, p43

une chute de 24 sur 100 en 2017. Au titre de l'année 2018, Madagascar a encore perdu 01 point et 10 places avec un score de 25 sur 100 classant le pays à 152ème sur 180 pays. Malgré cette légère progression, le résultat exprime un score alarmant par rapport à l'objectif du score de 50 sur 100 en 2025 inscrit dans la nouvelle Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC). Madagascar est désormais perçu comme plus corrompu. Toutefois, en 2016 les pouvoirs publics ont adopté une nouvelle loi anticorruption qui permet l'auto-saisine du Bureau Indépendant Anticorruption (BIANCO). Par ailleurs, la loi sur la juridiction en charge des cas de corruption « les pôles anti- corruption (PAC) » a également été adoptée en 2016 et vient d'être amendée cette année 2021, en remplacement de la Chaîne pénale anti-corruption. Enfin, la création d'un mécanisme de recouvrement des avoirs et la mise en place de système de traçabilité des dossiers anti-corruption (depuis la doléance jusqu'à la décision définitive) était également en cours en 2016. La mise en œuvre effective de ces mécanismes devrait contribuer à améliorer l'obligation de rendre compte.⁵⁴

En 2018, l'adoption d'une nouvelle stratégie de communication, notamment l'approche communicative sur les dossiers porteurs et sensibles traités par le BIANCO, a permis d'accroître la sensibilité et la perception du public envers la lutte contre la corruption. La mise en place et l'opérationnalisation du PAC ont donné une nouvelle impulsion et ont suscité un nouvel état d'esprit du public. La majorité de la population sont avertis des enjeux de la lutte contre la corruption et sont prêts à s'engager à aller de l'avant.⁵⁵

En 2019, afin de rétablir l'ordre et la sécurité sur toute l'étendue du territoire, l'Armée Malgache a mis en place les « Zones Rurales Prioritaires de Sécurité » (ZRPS). La ZRPS Delta est implantée notamment à Tsaratanàna et dans la zone Nord du pays, la ZRPS Bravo dans la région Vakinankaratra, la ZRPS Charlie pour les régions du Bongolava et Menabe et la ZRPS Alpha pour Ihosy. Leur point commun, ce sont des zones rouges, en général. Pour faire face aux actions dévastatrices des Dahalo, l'Armée a été dotée d'équipements appropriés en plus des formations spéciales afin de combattre l'insécurité. Les militaires en mission ont été également dotés de gilets pare-balles. Par ailleurs, la Prime Globale d'Alimentation (PGA) a été revue à la hausse pour les militaires en mission.⁵⁶

Dans le cadre de cette consultation, 19 OSC différentes se sont exprimées et assurent des interventions pour l'atteinte de cet ODD.

Les progrès observés par les OSC - Les facteurs ayant contribué aux améliorations - Les défis à relever

De manière générale, face à l'opacité de la gestion des deniers publics et aussi l'adoption hâtive ou sans consultation du public de certains projets de loi, les OSC ont toujours réitéré leur interpellation et se sont montrés très préoccupés par rapport à ces sujets. A citer particulièrement la transparence de la gestion des fonds destinés à la lutte contre le COVID-19, le projet de loi portant création du Fonds Souverain, etc. il en est de même concernant les mesures à prendre par rapport à la menace d'une éventuelle troisième vague de Covid-19 dans le pays ; d'après les membres, le variant

⁵⁴ Rapport Pays 2018 – Programme d'actions d'Istanbul, p43

⁵⁵ idem

⁵⁶ <http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2019/07/02/armee-mise-en-place-des-zones-rurales-prioritaires-de-securite/>

Delta est 30 à 60 % plus contagieux que les autres variants alors qu'actuellement, les gestes barrières et le port du masque sont moins appliqués.

Plusieurs autres alertes ont été aussi lancées par les OSC concernant les situations sanitaires, en l'occurrence, le renforcement de la sensibilisation sur les mesures de prévention et l'appel de la population à se faire vacciner, l'adaptation du système éducatif malgache aux circonstances exigées par la persistance de la pandémie (intensification des rattrapages, poursuite des efforts de numérisation de l'apprentissage et de l'enseignement, etc.).

Dans l'**Ihorombe**, la lutte contre l'insécurité rurale reste un défi de longue haleine. Cette situation affecte la vie de tous les jours de la communauté. Dans la région **Melaky**, il est rapporté que pour faire face à l'insécurité, le système d'auto-défense villageoise a été adopté. Ainsi, face à l'enclavement de la région, la réhabilitation des routes qui mènent vers les zones à fortes potentialités économiques a été priorisé et ce grâce à la collaboration du Gouvernorat de la région.

Dans le **Menabe**, le score relatif à la sécurité rurale est au stade de niveau 1, et ce, dans les 5 districts sans exception, même dans la ville de Morondava, où l'on peut en plein jour être à la rencontre des « dahalo ».

Dans le cadre de cet ODD, la société civile évoque que le chômage est l'une des sources d'insécurité ; les efforts de l'Armée malgasy pour mettre en place des Zones Rurales Prioritaires de Sécurité ont été louables mais pas encore suffisantes par rapport à la situation d'insécurité dans le territoire national. Il est cité particulièrement, l'existence des élèves-militaires qui ne sont pas rengagés après leurs formations et qui viendront renforcer les rangs des « dahalo ».

Dans la **DIANA**, suite à crise sanitaire lié au COVID-19, presque tous les établissements hôteliers sont fermés et par conséquent les jeunes ou les employés déflatés sont dans l'obligance de chercher à entrer dans le corps de l'administration publique. Une situation qui n'a fait que favoriser la corruption dans ce domaine.

Dans la région **Atsimo Atsinanana**, il est rapporté l'ouverture du tribunal de première instance à Vangaindrano, administration de proximité pour les justiciables. Cela va améliorer la situation dans la région où l'on a évoqué la surpopulation en milieu carcéral ainsi que le nombre d'enfants qui n'ont pas de copie de naissance et les femmes qui ne disposent pas de carte d'identité (CIN) et donc ne font pas partie de la liste électorale. Par ailleurs, cela s'avère une solution pertinente au vu du « Prison Break » à Farafangana qui était dû à plusieurs raisons comme notamment la surpopulation carcérale, l'absence de visite en raison du covid-19, la corruption, le retard du traitement des dossiers. A l'heure actuelle, il y a accélération du traitement des dossiers due à la tenue des sessions de CCO ou Cours Criminel Ordinaire et de CCS ou Cours Criminel Spécial qui ont pu traiter à leurs compteurs plus d'une quatre vingtaines de dossiers. En termes d'humanisation des milieux carcéraux, la prison de Farafangana a été dotée d'une bassine d'eau pour l'amélioration de l'hygiène.

Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable

Pour Madagascar, il existe un Secrétariat Technique pour la Coordination de l'Aide (STP-CA), une structure légère rattachée directement au Premier Ministre qui est mis

en place depuis 2008 suite aux recommandations de la table ronde des PTF et la concertation entre le Gouvernement et les PTF.

Cette entité est une équipe composée d'une vingtaine de techniciens équipés et gère une base de données dénommée AMP-Madagascar permettant de voir et de suivre l'évolution de l'Aide Publique au Développement (APD). L'aide publique est constituée des contributions des **agences de coopération bilatérales** et **multilatérales** ainsi que des **coopérations décentralisées** et des **ONG internationales**.

L'objectif étant de renseigner les décideurs et aussi le public concernant les informations qualitatives et financières en temps réel (programmation et décaissements effectifs) sur les projets financés par l'aide extérieure.

Grâce à cette plateforme de gestion de l'Aide, le ministère en charge de l'économie a pu établir un Rapport sur la Coopération au Développement (RCD) dans le pays. Les OSC ont une place dans le pilotage de cette plateforme.

3. CONCLUSION

D'après les OSC, la performance du pays en termes de réalisation des Objectifs de Développement Durable est en général très modeste. Les efforts déployés par toutes les parties prenantes dont les gouvernements successifs ont été certes remarquables et prometteurs par rapport à la plupart des ODD mais au vu des conditions dans lesquelles vivent la majorité de la population surtout les plus vulnérables, même à défaut de données statistiques réelles et officielles, les besoins semblent incommensurables (cf. les attentes rapportées infra), c'est-à-dire, beaucoup restent à faire dans les années à venir.

Par rapport à l'engagement du pays selon l'Agenda 2030, les OSC ont été sollicitées dans tout le processus et ont joué dans la mesure du possible leur rôle ; à citer par exemple lors de la priorisation des ODD, la préparation du Forum Politique de Haut Niveau. Autrement dit, les OSC avaient fait preuve de leur présence pour contribuer sérieusement à relever les défis en termes de développement dans ce pays.

Il est notable toutefois que leur participation à ce processus est parfois mitigée par des questions d'ordre politique et aussi matériel, en ce sens que les interventions menées par les OSC même leurs intentions sont maintes fois contrecarrées par ces facteurs.

Participation de la société civile pour l'atteinte des ODD

Selon les possibilités de chaque OSC ou encore les circonstances, les formes et degrés de leur participation pour la réalisation des ODD sont tellement variables. Voici quelques illustrations pour celles qui ont pu saisir les occasions qui se sont présentées.

OSC dans le Vatovavy

- Séance de travail et d'échange sur le changement climatique avec les autorités régionales et les partenaires
- Réunion autour de la lutte contre COVID19
- Réunion de travail autour du projet de loi de finance rectificative avec les instances en charge du budget au niveau de la région

OSC dans l'Alaotra Mangoro

- Atelier de travail avec la Direction Régionale de l'Eau, Hygiène et Assainissement et les parties prenantes dont les OSC pour présenter et rappeler les réalisations et les résultats obtenus dans le secteur : taux d'accès à l'eau, taux d'accès à l'assainissement, taux de prévalence de l'hygiène
- Mise en place des stratégies et du plan d'action pour atteindre les résultats fixés par district

OSC dans l'Anosy

- Atelier de concertation des organisations de la société civile sur la mise en place d'une plateforme intégrée des OSC sur les ODD en décembre 2019 à Tana,
- Réunion à distance sur les ODD et le Forum Egalite

OSC dans l'Atsimo atsinanana

- Atelier d'élaboration du Plan Régional de Développement avec le projet SILVER et les autorités régionales impliquant la société civile

OSC dans le Boeny

- Organisation d'un espace de concertation au niveau de la région Boeny où plusieurs thématiques y peuvent être discutées

OSC dans le DIANA

- A chaque fois que les PTF exigent la participation des OSC

OSC dans l'Ihorombe

- Réunion de concertation sur le PRD et dans la conférence budgétaire régionale.

Tout en gardant le principe de l'Agenda 2030 de ne laisser personne derrière, les OSC souhaiteraient insister sur les aspects suivants :

Les aspirations et attentes prioritaires de la société civile malgache

Celles-ci peuvent être différentes d'une région à l'autre et aussi par OSC. Toutefois, un regroupement par thématique semble pertinent.

Renforcement de la lutte contre la pauvreté

- Sauver le monde rural
- Solutionner les situations des Jeunes diplômés et non diplômés – définir et mettre en œuvre des stratégies appropriées
- Chercher l'équilibre entre les pôles urbains et ruraux
- Facilitation du processus de création d'emplois surtout les micros et petites entreprises

Avoir un espace et une charte reconnue de tous pour que les OSC puissent s'exprimer librement et sans crainte dans l'exercice de leurs missions

- Publication des textes régissant les OSC
- Elaboration de textes règlementaires protégeant les OSC qui effectuent le suivi de la gestion des marchés publics
- Avoir une possibilité pour contrôler, suivre et intervenir sur la gestion des financements des projets alloués aux collectivités décentralisées
- Ecoute et prise en considération des propositions des OSC sur la réalisation des ODD
- Soutien à la liberté de la presse
- Création de Maison des OSC pour l'amélioration de la communication et de la circulation des informations entre toutes les OSC

Mettre en place et en œuvre un mécanisme transparent pour le processus de budgétisation de l'Etat ainsi que le processus électoral

- Mise en place d'un organe délibérant au niveau des régions
- Mise en place d'un espace permettant aux OSC de se faire entendre

Lutte contre la corruption et promotion de la bonne gouvernance

- Transparence, coordination et efficacité dans le processus de recrutement dans les fonctions publiques
- Stratégie pour responsabilisation des citoyens et des OSC dans la bonne gouvernance
- Promotion du principe de redevabilité

Mise en œuvre de politique non discriminatoire et inclusive dans la gestion des ressources nationales et la poursuite des bonnes initiatives

- Promotion des droits humains
- Accès équitable à l'éducation, à la santé
- Facilitation d'accès aux actes de naissance et aux CIN
- Humanisation de la détention, informatisation de la gestion des maisons carcérales.
- Amélioration du désenclavement pour faciliter la circulation des personnes et des produits

ANNEXES

ANNEXE 1 – LISTE DES OSC CONTACTEES

Zone de provenance	Organisation	Thématique
MELAKY (Maintirano)	FTMM Melaky	Développement rural
MELAKY (Maintirano)	JEUNE VONONA	Jeune
MELAKY (Maintirano)	CNOSS PFROSC PFNOSCM / ONDH MELAKY	Droits Humains
MELAKY (Maintirano)	AJLDM	Jeune
ANOSY (Taolagnaro)	AJAA	Développement rural
ANOSY (Taolagnaro)	TAMAMPIRAPY	Gouvernance et Droits humains
ANOSY (Taolagnaro)	CNOSS PFROSC PFNOSCM Anosy	Multi-secteur
ANOSY (Taolagnaro)	ALT RADIO	Environnement
IHOROMBE (Ihosy)	GTZ / IHOSY IROMBE	Droits Humains
IHOROMBE (Ihosy)	CNOSS PFROSC PFNOSCM Ihosy	Social
IHOROMBE (Ihosy)	SPM	Développement
IHOROMBE (Ihosy)	PROSC IHOSY	Droits Humains
IHOROMBE (Ihosy)	PROSC IHOSY	Droits Humains, éducation
BOENY (Majunga)	VICE PRESIDENT PFNOSCM / HERY MIRAY	Eau et Assainissement, foncier
BOENY (Majunga)	GOSOC KOMANGA	Environnement
BOENY (Majunga)	FIEFA MIRMAD	Droits Humains
BOENY (Soalala)	ONG FIVOY	Social
Atsimo Andrefana (Tuléar)	PROSC / PSH	PSH
Atsimo Andrefana (Tuléar)	Tafatafa	Jeune
Atsimo Andrefana (Tuléar)	CNOSS PROSC PFNOSCM	Social, Environnement
Atsimo Andrefana (Tuléar)	Noyau dur Bureau National PFNOSCM	Changement climatique
Atsimo Andrefana (Betioky)	MIRANGA	Jeune
Atsimo Andrefana (Tuléar)	COJEA	Jeune
V7V (Manakara)	CNOSS PROSC PFNOSCM / AFDFP	Social
V7V (Manakara)	VMF	Genre
V7V (Manakara)	MMTM	Genre
V7V (Vohipeno)	ADIPE	Social
VAKINANKARATRA (Antsirabe)	FRL/FLM	Social
VAKINANKARATRA (Antsirabe)	REPRESENTANT PROSC PFNOSCM	Multi-secteur
VAKINANKARATRA (Antsirabe)	PROSC Vakinakaratra	Développement rural
VAKINANKARATRA (Betafo)	COOP TSIRY	Education
VAKINANKARATRA (Antsirabe)	ONG FANANANTENANA	Développement rural

Zone de provenance	Organisation	Thématique
MENABE (Morondava)	CNOSS PROSC PFNOSCM /FIVE MENABE	Rural, environnement
MENABE (Morondava)	CONSORTIUM DES JEUNES MAHERY	Jeune
MENABE (Morondava)	VFTM	Femme rurale
MENABE (Morondava)	PDT FEDERATION VOI/FIVOI	Développement rural
AMORON'I Mania (Manandrina)	FANAMBY	Droits Humains
AMORON'I Mania (Ambositra)	CNOSS PROSC PFNOSCM	Multi-secteur
AMORON'I Mania (Nandihizana)	Tafo Mihaavo	Ressources naturelles
AMORON'I Mania (Ambositra)	REV	Droits Humains, gouvernance
AMORON'I Mania (Ambositra)	CEDII	Jeune
DIANA (Ambanja)	CNOSS PROSC PFNOSCM / CRADES Ambanja	Environnement
DIANA (Diego)	OSCE MANDRESY Diégo	Gouvernance et Droits humains et social
DIANA (Nosy Be)	OSCE MANDRESY Nosy BE	Gouvernance, Environnement
DIANA (Diego)	SAHI	Santé, Education, Gouvernance
HAUTE M (Fianarantsoa)	HAONASOA	Gouvernance, socio-économique, communautaire, environnement
HAUTE M (Finanarantsoa)	ACCAD	Développement agricole, humain, socio-économique, environnement, santé
HAUTE M (Finanarantsoa)	CNOSS PROSC PFNOSCM / FIANTSO	Gouvernance, droits humains
HAUTE M (Finanarantsoa)	FIANTSO/ FIANARANTSOA	Gouvernance
HAUTE M (Finanarantsoa)	CEDII	Multi-secteur
ATSINANANA (Toamasina)	PROSC PFNOSCM Atsinanana	Genre
ATSINANANA (Toamasina)	FAFED	Droits Humain
ATSINANANA (Toamasina)	MIVOATRA	Social
ATSINANANA (Vatomandry)	FIZAFA	Social
ITASY (Imeritsiatosika)	SIF Itasy	Foncier
ITASY (Miarinarivo)	ONG ARIF	Social
ITASY (Arivonimamo)	TAFOMIHAAVO Itasy	Ressources naturelles
ITASY (Arivonimamo)	SKOTO	Social
ANDROY (Ambovombe)	OSC	Social
ANDROY	CNOSS PROSC PFNOSCM	Genre
ANDROY	CNOSS PROSC PFNOSCM / Ampelamitraoke	Genre
ANDROY (Ambovombe)	SEVAA	Social
SAVA (Sambava)	SAVA REPORTEUR	Education et communication
SAVA (Sambava)	Représentant PROSC SAVA / Zanakambanivolo	Développement rural, Environnement
SAVA (Sambava)	Représentant PROSC SAVA	Social
SAVA (Sambava)	ONG CCD	Social, Environnement

Zone de provenance	Organisation	Thématique
BETSIBOKA (Andalanjanakomby)	OPB LIAMPANDROSOANA	Femme rurale
BETSIBOKA (Maevatanana)	AVOTRA	Social
BETSIBOKA (Maevatanana)	Représentant PROSC	Social
BETSIBOKA (Maevatanana)	Représentant PROSC	Social
BETSIBOKA (Maevatanana)	FTMF	Gouvernance et Droits humains
ANALANJIROFO (Fenerive Est)	CJA	Jeune
ANALANJIROFO	Représentant PROSC	Social
ANALANJIROFO	Représentant PROSC	Environnement, développement
ANALANJIROFO (Vavatenina)	AJA	Social
ANALANJIROFO (Fenerive Est)	ONG AFAMA	Social
ANALANJIROFO (SOANERANIVONGO)	FAFED	Développement économique
ATSIMO ATSINANANA (Farafangana)	CCJ	Développement économique, jeune
ATSIMO ATSINANANA (Farafangana)	Vice-Président PFNOSCM	Droits humains
ATSIMO ATSINANANA (Farafangana)	CNOSS PROSC PFNOSCM	Social
ATSIMO ATSINANANA (Nosy varika)	AFDFP Nosy-Varika	Social
ATSIMO ATSINANANA (Vangaidraino)	ASOS	Santé
Alaotra Mangoro (Ambatondrazaka)	TANIMAITSO	Environnement, développement
Alaotra Mangoro (Moramanga)	CNOSS PFROSC PFNOSCM / FAFAMA	Education et changement climatique
Alaotra Mangoro	CNOSS PFROSC PFNOSCM	Environnement, développement
Alaotra Mangoro	TOLOTANANA	Environnement, développement
Alaotra Mangoro (Antanambe)	VOLASOA	Femme rurale
Amaotra Mangoro (Amparafaravola)	VEHIVAVY MIRAY	Femme rurale
BONGOLAVA (Tsididy FIHAONANA)	EVA	Développement rural
BONGOLAVA (Tsironomandidy)	VOMBO	Développement rural
BONGOLAVA (Tsironomandidy)	MIHARIAINA	Social
BONGOLAVA (Motrarano)	Représentant PROSC / FVTM	Femme rurale
SOFIA Antsohy	GTS	Développement rural
SOFIA	Représentant PROSC	Social
SOFIA	Représentant PROSC	Développement rural
SOFIA (Antsohy)	SAHI Sofia	Développement social
SOFIA (Antsohy)	AMBIO	Développement rural

Zone de provenance	Organisation	Thématique
SOFIA (Mampikony)	GTS Mampikony	Bonne gouvernance, éducation citoyenne
ANALAMANGA (Antanetibe Mahazazaza)	TARATRA	Genre
ANALAMANGA (Manjakandriana)	MCP	Jeune, Social
ANALAMANGA (Masindray)	VEMIAA	Droits humains
ANALAMANGA (Tana V)	CADHP	Droits humains
ANALAMANGA (Atsimondrano)	FAMAFI	Gouvernance, élection, Social
ANALAMANGA (Atsimondrano)	TTM	Social
ANALAMANGA (Atsimondrano)	HJAVAO	Education
ANALAMANGA (Arsimondrano)	VICTORIA Fitsimbinana	Education
ANALAMANGA (Manjakandriana)	FIVEMPIMANJA	Social
ANALAMANGA (Tana II)	Veromanitra	Social
ANALAMANGA (Tana II)	AMPDHMP	Droits humains
ANALAMANGA (Tana V)	E- MIHAY	Droits humains, social
ANALAMANGA (Tana I)	ACA-MADA	Infrastructure, gouvernance lutte contre la corruption
ANALAMANGA (Tana III)	TABITA	Social
ANALAMANGA (Andramasina)	MAHATSARA	Social, rural
ANALAMANGA (Ankazobe)	CROIX ROUGE	Santé
ANALAMANGA (Anjozorobe)	TAFAMI	Gouvernance, élection
ANALAMANGA (Tana IV)	AV OTRA FFF	Social, paix et sécurité
ANALAMANGA (Avaradrano Ambohimananbola)	TAFAMI	Développement rural

ANNEXE 2 – BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE

- BAD, 2017, Profil pays
- Note de diagnostic pays (NDP), Rapport de la BAD, juillet 2021
- Direction des Statistiques et de la Comptabilité Douanière, 2016
- EISA, (2015), Termes de référence Appui Technique à la Commission Genre et Développement de l'Assemblée Nationale
- FNUAP/ MEP, (2014), Rapport de progrès de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement, Madagascar vingt ans après la CIPD en 1994
- Gender Links, (2015), Baromètre de la SADC 2014 sur le Genre et le Développement -Madagascar
- Global Gender Gap, 2018, World Economic Forum
- Institut National de la Statistique, 2019, Rapport RGPH3
- Madagascar Country Economic Memorandum, Banque Mondiale, 2020,
- Ministère de l'Economie et des Finances, Rapport Pays, 2019 – Programme d'actions d'Istanbul
- Ministère de l'Economie et du Plan, (2015), Plan National de Développement 2015-2019
- MPPSPF/FNUAP (2016), Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre 2017 – 2021.
- PNUD, 2018, RNDH Madagascar 2018,
- Programme Pays, Appui à l'Emergence Industrielle de Madagascar 2019 – 2023
- Projet MAP INSURESILIENCE, 2021, Etude de référence sur la dimension genre relative au financement et à l'assurance des risques climatiques et de catastrophes (CDRFI) à Madagascar, -
- Rapport National Volontaire, juillet 2021
- République de Madagascar (2016) – Rapport d'état du système éducatif malgache, une analyse sectorielle pour instruire un nouveau plan sectoriel de l'éducation 2017 – 2021 (RESEN),
- République de Madagascar, 2019, IEM
- The World Bank, World Development Indicators: poverty rates at international poverty lines.
- UNCDF, (2016), Enquête FinScope Consommateur Madagascar 2016
- UNCDF, Diagnostic de l'écosystème des services financiers numériques Madagascar, Février 2020

- <http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2019/07/02/armee-mise-en-place-des-zones-rurales-prioritaires-de-securite/>
- <https://cforc.social/>
- <https://www.afdb.org/fr/countries/southern-africa/madagascar/madagascar-economic-outlook/>
- <https://www.madamicrofinance.mg>
- <https://www.saha.mg/projet-efamira/>
- LINFO.RE – du 9.09.2017 – La rédaction
- Theconversation.com, Madagascar, mars 2020